

## Un article publié le monde.fr du 31 juillet 2013

### La CGT recrute un directeur de la communication par petite annonce (01.08)

"La CGT recherche un(e) directeur(trice) de la communication". Cette petite annonce a été publiée dans l'Humanité daté du mardi 30 juillet, et elle passe d'autant moins inaperçue qu'elle est la seule à côté d'une autre annonce classée du Syndicat d'action foncière du Val-de-Marne...

Le texte définit d'emblée le profil du poste – une création – et fait aussi l'objet d'un appel à candidatures en interne qui a été lancé lundi 29 juillet : "*Sous l'autorité politique du membre du bureau confédéral chargé de la communication et de l'information de la CGT [en l'occurrence Agnès Naton, directrice de la Nouvelle vie ouvrière], vous aurez pour mission de participer à la définition de la stratégie de communication globale de la Confédération et de piloter sa mise en œuvre, afin de promouvoir l'image de la CGT.*"

Les compétences requises ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles que pourrait rechercher une grande entreprise pour un poste équivalent : "*Poste accessible avec un diplôme d'école spécialisée en communication et en relations publiques (CELSA, Ircom, EFAP, ISCOM, ISERP...), de formation supérieure de type IEP ou écoles de commerce avec une spécialisation en communication ou d'un diplôme universitaire bac+5 et plus (master professionnel, master spécialisé...) en communication ou dans les relations publiques.*" Bref, la CGT recrute à très haut niveau.

Pour Mohamed Oussedik, qui assure, en cette fin juillet, la permanence du bureau confédéral, il s'agit de "*mettre un peu de cohérence, un peu d'ordre*" dans la communication en dotant la confédération d'un directeur ou d'une directrice. Le responsable pilotera l'ensemble du département communication, composé de trois pôles : les relations avec la presse (actuellement assurées par Jacques Delallée, sans qu'on sache si l'intéressé conservera cette fonction), le numérique et la presse confédérale. Chaque pôle continuera à avoir son propre responsable.

"*On cherche un vrai professionnel de la communication pour piloter le département, précise Mohamed Oussedik. Après, il y a un pilotage politique qu'on assure au niveau du bureau confédéral.*" L'annonce insiste en conclusion sur le fait que le poste "*s'adresse à des profils confirmés justifiant d'expérience significative en communication interne et externe ainsi qu'en management*". Management, vous avez dit management ? Les candidatures sont à adresser directement au siège de la CGT à Montreuil.

Commentaire.

En quoi cette S.A. a-t-elle encore quelque chose à voir avec un syndicat ouvrier ? Ne rigolez pas, aussi pourri soit-il jusqu'à l'os ils y tiennent et personne ne songerait à créer un véritable syndicat ouvrier indépendant de l'Etat. C'est ainsi que le mouvement ouvrier creuse sa propre tombe.

## Un article AFP du 05 août 2013

### Brevets Apple et Samsung: Séoul exprime son "inquiétude". (06.08)

La Corée du Sud a exprimé son *"inquiétude"* lundi, après la décision du gouvernement américain de mettre son veto à une interdiction de vente aux Etats-Unis de certains produits Apple violant des brevets de son concurrent du sud-coréen Samsung.

Le ministère américain du Commerce extérieur (USTR) a eu recours samedi à un droit de veto qu'il n'avait plus employé depuis 1987 pour *"désapprouver"* une décision juridique défavorable à Apple prise en juin par la Commission américaine du commerce international (USITC).

Dans un communiqué, le ministère sud-coréen du Commerce a exprimé *"son inquiétude quant à l'impact négatif qu'aura la décision de l'USTR sur la protection des licences détenues par Samsung"*.

Il a ajouté qu'il allait *"surveiller de près"* une décision de l'USITC attendue le 9 août, cette fois sur la violation éventuelle de brevets d'Apple par Samsung.

*"Nous espérons que la décision de l'USITC (...) ainsi que les décisions ultérieures de l'administration américaine se feront sur la base de motifs justes et raisonnables"*, a insisté le ministère sud-coréen du Commerce.

Saisie d'une plainte déposée par Samsung en août 2011, l'USITC avait estimé que certains smartphones iPhone, tablettes iPad et baladeurs iPod d'Apple violaient des brevets du groupe sud-coréen et interdit en conséquence leur importation depuis l'Asie, où ils sont fabriqués, vers les Etats-Unis. Cela revenait à empêcher le groupe américain de les vendre sur son marché domestique.

La décision était une victoire importante pour Samsung, qui s'oppose à Apple pour des affaires de brevets devant les tribunaux de plusieurs pays. Elle restait toutefois symbolique, car elle ne concernait que des produits relativement anciens d'Apple, notamment les smartphones iPhone 3 et 4 vendus par l'opérateur AT&T, et les tablettes iPad et iPad 2. Les produits les plus récents du groupe à la pomme, et donc les plus vendus comme son iPhone 5, n'étaient pas touchés.

Le groupe sud-coréen s'est pour sa part dit *"déçu"*.

## Un article AFP du 05 août 2013

### Turquie: lourdes peines dans le procès des putschistes. (06.08)

La justice turque a prononcé lundi de lourdes peines, dont au moins 16 condamnations à la prison à vie, contre les membres du réseau putschiste Ergenekon dans un procès dénoncé par l'opposition comme une chasse aux sorcières.

Le tribunal de Silivri, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest d'Istanbul, a notamment condamné à la réclusion à perpétuité l'ancien chef d'état-major des armées, le général Ilker Basbug, pour "*tentative de renversement de l'ordre constitutionnel par la force*".

L'ancien militaire a dit "*être en accord avec sa conscience*" et prédit que "*le peuple aura le dernier mot*", dans un communiqué rendu public à la fin du procès.

D'autres anciens généraux, comme l'ex-chef de la gendarmerie Sener Eruygur et l'ex-chef de la Première armée Hürsit Tolon, le journaliste Tuncay Özkan et le chef du petit Parti des travailleurs (IP, nationaliste) Dogu Perinçek ont également été condamnés à la prison à vie.

Le journaliste renommé du quotidien de gauche Cumhuriyet Mustafa Balbay, élu pendant sa détention député du principal parti d'opposition, le CHP (pro-laïcité), a été condamné à 35 ans de prison.

Egalement élu député du CHP, l'ex-recteur Mehmet Haberal a été condamné à 12 ans et demi de prison. Mais le tribunal a prononcé dans le même temps sa remise en liberté, au bénéfice d'une réduction de peine.

Le gouvernement s'est refusé tout commentaire après la sortie du Conseil des ministres à Ankara. "*Nous respectons la décision de justice*", a déclaré à la presse le porta-parole du gouvernement Bülent Arınç.

Concernant la condamnation de Mustafa Balbay, le président en Turquie de l'association Pen, Tarik Günersel, a estimé qu'il s'agissait d'"*un scandale*".

"*C'est une décision politique*", a renchéri l'éditeur norvégien William Nygaard, membre également de l'association Pen International. "*Les peines prononcées montrent que la Turquie ne respecte pas les droits de l'homme*", a-t-il déclaré à l'AFP.

Quelque 275 accusés, dont 66 en détention provisoire, étaient jugés depuis octobre 2008 dans le cadre de l'affaire Ergenekon, premier d'une longue série de procès controversés visant à déjouer des complots supposés contre le gouvernement islamo-conservateur.

Un imposant dispositif de sécurité était déployé lundi autour du tribunal, avec des centaines de policiers et de gendarmes anti-émeutes soutenus par des blindés et des canons à eau.

Des échauffourées ont néanmoins eu lieu à la mi-journée entre des manifestants et la police près de Silivri, sur une autoroute reliant Istanbul à Tekirdag. La police a répondu aux jets de pierre par des jets d'eau et des gaz lacrymogènes, a constaté un photographe de l'AFP, qui a estimé à environ 10.000 le nombre de manifestants.

Le réseau Ergenekon est accusé d'avoir tenté de favoriser un coup d'Etat militaire contre M. Erdogan, un ancien islamiste au pouvoir depuis 2002, en semant le chaos dans le pays par des attentats et des opérations de propagande.

La lecture du verdict par le président du tribunal, Hasan Hüseyin Özese, et ses adjoints, a été accueillie par un tollé de l'assistance, pourtant réduite sur décision de la cour aux prévenus, à leurs avocats, aux journalistes et aux parlementaires.

"*Maudite soit la dictature de l'AKP*", ont scandé avocats et députés, conspuant le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, dénoncé par l'opposition laïque comme le commanditaire de ce procès, pour faire taire les critiques contre M. Erdogan.

Peu avant l'entrée dans le tribunal de la cour, M. Balbay a harangué l'auditoire, dénonçant "*un procès entièrement politique*", et promettant "*un automne chaud*" de contestation politique dans les villes de Turquie, après trois semaines de manifestations antigouvernementales sans précédent en juin.

Le réseau Ergenekon a été mis au jour en juin 2007 lors d'une opération anti-terroriste dans un bidonville d'Istanbul. Des armes et des explosifs ont été découverts, première étape d'une longue enquête qui a conduit à la rédaction de 23 actes d'accusation successifs --plusieurs milliers de pages-- finalement réunis dans un même procès.

Plusieurs autres procès contre des groupes de conspirateurs supposés ont par ailleurs été ouverts après Ergenekon.

Premier procès à atteindre un verdict, Balyoz (masse de forgeron) avait déjà surpris par la sévérité des peines prononcées.

L'armée, qui pendant des décennies s'est voulue la gardienne des valeurs laïques de la République turque, a renversé trois gouvernements élus depuis 1960 et forcé un gouvernement pro-islamiste à la démission en 1997.

Pour certains, le procès Ergenekon et ses avatars s'inscrivent dans les efforts du gouvernement pour limiter les intrusions de l'armée dans la vie publique.

Mais pour les défenseurs de la laïcité et des militants des droits de l'Homme, ces procès sont surtout un montage visant à écarter du champ politique les opposants.

Ces critiques remettent notamment en cause la validité des preuves apportées et le recours à des témoignages anonymes.

## Un article Slate.fr du 30 juillet 2013

### 72% des millionnaires ne se sentent pas riches. (06.08)

Alors que certaines professions gagneraient à se faire discrètes pendant quelques temps, rapport à leur cote de popularité, on apprend que la banque d'investissement UBS Wealth Management Americas a réalisé une étude pour nous expliquer que les millionnaires ne se sentent pas riches.

Comme l'écrit ABC News, les investisseurs qui n'ont «*qu'un*» malheureux million de dollars (environ 750.000 euros) ne sont que moins d'un tiers à se considérer comme riches (28%). Autrement dit, 72% ne se considèrent pas comme riches. Il faut passer à la catégorie des petits multimillionnaires, ceux disposant de 1 à 5 millions (environ 3.768.000 euros) de patrimoine financier, pour trouver une majorité de clients s'estimant «*riches*», mais là encore ils ne sont que 60%.

L'une des plus grandes surprises, écrit UBS, a été de découvrir que quatre investisseurs sur cinq avaient la charge financière de leur enfant ou de parents âgés. Certes, mais n'est-ce pas le cas d'une majorité d'adultes qui travaillent et gagnent de l'argent à la fin du mois?

Plus surprenant encore, c'est parmi les jeunes millionnaires que le pessimisme sur le long terme est le plus marqué: ces derniers ont plus peur que leurs aînés de ne pouvoir financer leurs soins médicaux et leur retraite...

Alors qu'on apprend qu'aux Etats-Unis, quatre personnes sur cinq ont connu des situations de chômage, de quasi-pauvreté ou de dépendance aux aides sociales au moins à un moment de leur vie, le sentiment d'insécurité économique des possédants est-il franchement fondé?

Première explication de ce paradoxe du riche, le contexte d'incertitude des marchés financiers. Comme le souligne Emily Pachuta d'UBS Wealth Management Americas:

*«Les gens ont certainement été confrontés à la volatilité du marché, et ils sont conscients qu'il faut une certaine somme d'argent pour avoir le sentiment d'en avoir assez et de ne pas avoir de contraintes financières.»*

David Cay Johnston, journaliste financier auteur d'un best-seller en 2003 sur les failles du système fiscal américain et la manière dont les plus fortunés en profitent, n'est pas surpris par ces résultats, comme il l'explique à ABC:

*«Il y a toujours des gens autour de vous qui ont plus que vous. D'autre part, avoir 5 millions à Keokuk dans l'Iowa n'est pas la même chose que d'avoir 5 millions à New York, dans la Silicon Valley ou à Seattle.»*

Le fric, c'est re-la-tif. Bon courage pour aller l'expliquer à la télé... Résumons cela d'un paradoxe. Dans l'étude UBS, la richesse est définie par les sondés comme «*le fait de n'avoir pas de contraintes financières dans ses activités*». Mais rien ne définit où s'arrête la «*contrainte*» et où commence le luxe.

Car comme nous l'expliquions en 2012, le CLEWI (Cost of Living Extremely Well Index), sorte de panier de la ménagère version luxe réalisé par le magazine Forbes, listait quelques exemples hallucinants du coût de la vie de la partie la plus fortunée de la société. A Londres, une composition florale pour six chambres, changée hebdomadairement, coûte pratiquement 100.000 dollars (environ 75.000 euros)! Un manteau de zibeline russe, 240.000 (environ 180.845 euros).

De quoi effectivement se sentir comme une petite chose avec ses quelques millions d'actifs. Quant à un jet privé, il ne faut même pas y penser, ou alors à la rigueur, en location à la journée. Celui de Bernard Tapie lui a coûté 23 millions d'euros à l'achat.

## Un article Reuters du 7 août 2013

### Des scientifiques vont créer des formes plus dangereuses de H7N9. (08.08)

(Eugénisme. Et dire qu'il y en a qui vont prendre pour argent comptant les explications de ces "virologues")

- Des virologues ont annoncé mercredi qu'ils comptaient créer des formes mutantes et plus dangereuses du virus de la grippe aviaire H7N9, afin d'évaluer plus facilement les risques de pandémie que représenterait sa transmissibilité d'un humain à l'autre.

Le virus H7N9, qui a pour la première fois été diagnostiqué chez l'être humain en février, a infecté au moins 133 personnes, pour la plupart en Chine et à Taïwan, et en a tué 43 personnes, selon les derniers chiffres en date de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les virologues Ron Fouchier et Yoshihiro Kawaoka, en charge du projet qui sera mené dans plusieurs laboratoires à travers le monde, ont prévenu que le risque de pandémie augmenterait de façon "exponentielle" si le virus était facilement transmissible entre humain.

Dans un article publié dans les revues de référence Science et Nature, au nom des 22 scientifiques qui mènent le projet, Ron Fouchier explique que ces recherches tentent d'aller plus vite que la nature, en identifiant les combinaisons de mutations génétiques susceptibles de permettre une telle transmissibilité du virus.

"Ce virus H7N9 a certainement plusieurs caractéristiques d'un virus pandémique, et il lui manque aussi certainement au moins une ou deux des caractéristiques observées dans les virus pandémiques du siècle dernier", a expliqué Ron Fouchier à Reuters.

"L'étape la plus logique, c'est donc désormais de provoquer ces mutations (manquantes) en premier", a-t-il ajouté.

Cette identification a pour but de permettre aux chercheurs et aux autorités sanitaires de mieux évaluer la dangerosité d'un virus et la nécessité de développer des médicaments, des vaccins et d'autres défenses médicales.

Ce type de recherches, déjà effectuées en 2011 sur le virus H5N1, a cependant provoqué par le passé l'inquiétude des autorités de régulation de biosécurité des Etats-Unis (NSABB), qui ont tenté de censurer leur publication par crainte qu'elles soient employées à des activités bioterroristes.

"La nature est la plus grande menace contre nous, pas ce que nous faisons dans le laboratoire", a estimé Ron Fouchier. "Il y a des couches et des couches et des couches de sécurité biotechnologique, de façon à ce qu'en cas de rupture de l'une d'entre elles, les autres empêcheront toute échappée de ce virus."

#### Commentaire

C'est marrant on aurait plutôt tendance ces derniers temps à penser que l'homme (néolibéral) est une plus grande menace que la nature, non ? Qui vous financent ? Les mêmes banquiers que ceux dont on n'arrête pas d'évoquer les méfaits depuis un siècle ? Ce sont assurément de grands humanistes...

## Un article AFP du 7 août 2013

### Crainces autour du gaz de schiste avec le début des forages à Jouarre. (08.08)

Le pétrolier américain Hess Oil a commencé à forer le sol mardi à Jouarre (Seine-et-Marne) pour cartographier le sous-sol du bassin parisien, selon la société, alors que des riverains redoutent qu'il s'agisse d'un préalable à l'exploitation du gaz de schiste.

Six à huit ouvriers s'activaient à la mi-journée aux abords de la foreuse de la société, haute de 26 mètres et installée au milieu des champs dans la Brie, à environ 50 kilomètres de Paris, selon une journaliste de l'AFP sur place.

Des camions transportant de la boue, probablement pour préparer le sol, faisaient des aller-retour et environ toutes les 10 minutes, la tête de la foreuse perçait le sol et descendait sous terre.

*"C'est le début du forage d'exploration de pétrole conventionnel, comme les autres forages qui ont eu lieu dans la région"* et qui ont été réalisés par Hess Oil, a assuré l'entreprise à l'AFP. *"L'exploration servira à cartographier les réserves de pétrole conventionnel dans le sous-sol du bassin parisien"*.

*"Les carottes (de terre prélevées pendant les forages, ndlr) qui seront extraites seront ensuite analysées, ce qui permettra d'identifier et de mesurer les réserves de pétrole"*, a indiqué la société, précisant que le forage devrait durer *"à peu près trois mois"*.

Les militants et riverains, dont plusieurs centaines ont manifesté samedi à Jouarre, jugent eux que les réserves sont connues après 50 ans d'exploitation pétrolière en région parisienne, qui abrite de nombreux puits de petite envergure.

Ils accusent Hess Oil de vouloir explorer la roche mère, qui renferme le pétrole ou gaz de schiste, et est située bien plus bas que là où se forment les réserves de pétrole traditionnelles.

Pour Isabelle Lévy, du Collectif fertois, *"Hess veut mettre un pied dans la porte et passer à la fracturation hydraulique"* si la loi devait changer à nouveau.

La cartographie du sous-sol parisien va permettre de localiser du pétrole *"pour lequel les techniques de production (...) sont interdites"*, a admis le président pour la France de Hess Oil, Bertrand Demond, à l'AFP. Mais la société, très active dans l'exploitation de gaz de schiste aux Etats-Unis, compte surtout découvrir du pétrole conventionnel dans des couches négligées jusque-là ou du pétrole de roche-mère extractible sans fracturation, a-t-il fait valoir.

Lors de l'entretien télévisé du 14 juillet, François Hollande avait dit exclure pendant sa présidence toute exploration du gaz de schiste.

### Complément : Gaz de schiste : des enfants américains réduits au silence - lefigaro.fr 07.08

Une entreprise a accordé 750.000\$ à une famille américaine qui la poursuivait pour des problèmes de santé. Un geste qui aurait un prix : celui de son silence sur la question de la fracturation hydraulique, enfants compris. Au lendemain de la révélation de cette information, l'entreprise conteste une partie des faits.

L'industrie du gaz de schiste achète-t-elle le silence des enfants américains? Un accord à l'amiable sanctionné par la justice entre une compagnie exploitant le précieux gaz en Pennsylvanie et un couple qui la poursuivait pour des problèmes de santé, interdit au couple et à leurs deux enfants d'évoquer cette industrie en public, révèle le journal Pittsburgh Post Gazette.

La famille Hallowich réside dans l'est des États-Unis, dans l'État de Pennsylvanie. Plus précisément dans la région du «*Marcellus Shale*», du nom d'un des principaux gisements de gaz de schiste américains.

Une véritable mine d'or qui attire depuis des années les entreprises d'une industrie en pleine expansion. Un cauchemar pour les Hallowich. Car ces derniers vivent désormais à proximité de quatre forages, de stations de compression de gaz naturel et d'un système de bassins d'eaux d'égout. Un dispositif nécessaire pour la fracturation hydraulique, technique controversée d'exploitation du gaz de schiste et jugée hautement polluante par les associations écologistes.

Brûlure aux yeux, maux de tête, douleurs à la gorge... Les Hallowich craignent pour la santé de leurs enfants. Le couple attaque alors la compagnie pétrolière Range Resources, affirmant que les produits chimiques utilisés pour le forage de puits près de leur ferme ont eu des conséquences sur leur santé. Mais, comme souvent aux États-Unis, le contentieux débouche sur un accord amiable: la famille Hallowich cède à la compagnie son domicile contre la somme de 750.000\$. De quoi acheter un nouveau logement et démarrer une nouvelle vie.

Les enfants réduits au silence jusqu'à la fin de leurs jours

Mais cet accord, signé en 2011, a un prix: celui du silence. L'accord contient un «gag order», littéralement une «*injonction de bâillement*». Jusqu'à la fin de leur vie, il sera ainsi interdit aux parents d'évoquer publiquement la fracturation hydraulique ou le «*Marcellus Shale*». Jusque-là, rien d'anormal: ce type de clause est fréquent dans ce genre de litige.

Problème, l'accord s'applique également aux deux enfants du couple, âgés de 7 et 10 ans: une exigence de la compagnie Range Resources qui étonne l'avocat de la famille Hallowich: «*En 30 ans de pratique, je n'ai jamais vu une telle requête*», a assuré Peter Villari au juge chargé de valider l'accord.

Les parents, qui représentent légalement leurs enfants mineurs, ont donc été contraints de sacrifier leur liberté d'expression, garantie par le sacro-saint premier amendement de la Constitution américaine. «Pour la sécurité et la santé de nos enfants, nous devons les retirer de cet endroit», se justifie leur mère. Reste désormais à s'assurer que les enfants sauront tenir leur langue. Pas facile, alors que la famille vit toujours en Pennsylvanie, région reine du gaz de schiste, qui génère de nombreux emplois. «*Nous pouvons les prévenir de ce qu'ils peuvent dire ou ne pas dire. Mais lorsqu'ils sont dans la cour de récréation...*», s'inquiète déjà leur père, Chris Hallowich.

Devant le tollé provoqué par l'affaire, l'entreprise Range Resources a démenti les informations du Pittsburgh Post Gazette, pourtant basées sur un compte-rendu d'audience du tribunal de Washington: «*Il n'a jamais été question d'appliquer l'accord aux enfants, mais seulement aux parents. Il n'est pas fait mention des parents dans l'accord*», a déclaré son porte-parole, Matt Pitzarella.

Des déclarations accueillies avec méfiance par l'avocat de la famille Hallowich: «*C'est peut-être leur position aujourd'hui, à cause des répercussions dans la presse. Mais ce n'était pas leur position face au juge durant l'audience, tel que formulée par leur avocat M. Swetz*».

Ce culte du secret qui entoure le gaz de schiste est dénoncé par les associations écologistes. À leurs yeux, il témoigne d'une volonté des compagnies de cacher les preuves des problèmes de l'impact écologique de son exploitation.

## Un article Libération.fr du 09 août 2013

### Le contrat zéro-heure, la flexibilité made in Grande-Bretagne. (11.08)

A son arrivée à Londres en 2006, Julien n'a pas mis longtemps à trouver un job. *«Au bout du troisième jour, j'ai signé un contrat pour travailler dans un bar, afin de compléter mon activité d'assistant en langue dans un collège.»* Sur le contrat, aucune durée de travail n'est précisée. Pas même une estimation sur le nombre d'heures qu'il devra effectuer. Sans le savoir à cette époque, le jeune diplômé français vient de signer un «contrat zéro heure», (zero-hours contract), synonyme d'ultra-flexibilité, dont les employeurs raffolent outre-Manche. *«Mes horaires étaient affichés au planning deux semaines à l'avance. J'étais un salarié permanent, puisque le contrat est illimité dans le temps. Je n'avais pas de vacances, le patron me délivrait une prime en échange au bout de six mois.»* Rémunéré 6,51 euros de l'heure (équivalent du salaire minimum en Grande-Bretagne), Julien travaille en moyenne une quinzaine d'heures par semaine.

Prévus initialement pour permettre aux entreprises de répondre à une hausse temporaire de l'activité, les contrats zéro heure existent depuis longtemps en Grande-Bretagne. Les lois sur l'emploi et le salaire de 1996 et 1998 les ont institutionnalisés, la crise les a généralisés. Selon les chiffres du gouvernement, il y avait 250.000 contrats zéro heure en 2012, soit une augmentation de 25% en un an. Les estimations du Chartered Institute of Personnel Development sont plus alarmantes: près d'un million de personnes pourraient être concernées, soit 3% de la population active britannique. Et pour des centaines de milliers de travailleurs, le contrat zéro heure est la seule source de revenus.

MacDonald's, premier employeur britannique de contrats zéro heure

Renommés par The Guardian *«l'armée de réserve de la main d'œuvre»*, ces salariés précaires sont une véritable variable d'ajustement, contraints à une totale disponibilité. Depuis quelques jours, les journalistes du journal britannique s'emploient à recenser les entreprises les plus consommatrices de ce type de contrat. Les grandes chaînes de magasins, les chaînes de restauration rapide, Cineworld, les pharmacies Boots sont en ligne de mire. Selon le quotidien, sur les 23.000 employés de la chaîne de magasins Sports Direct, 90% sont sous contrat zéro heure, quand les 10% en CDI empochent jusqu'à 120.000 euros de primes annuelles. McDonalds serait le plus gros employeur de contrat zéro heure, avec 90% des 82.000 salariés.

Avec les coupes budgétaires initiées par le gouvernement, la fonction publique s'y est mise. Cet été, 350 personnes ont été embauchées en contrat zéro heure par Buckingham pour gérer l'afflux de visiteurs, note The Guardian. Et la direction de la demeure royale, sauf accord préalable, n'autorise pas ces salariés à exercer une seconde activité. Au sein du gouvernement, ce contrat précaire concernerait 144 personnes. De 2010 à 2011, Julien a effectué un deuxième contrat zéro heure, dans un organisme culturel étatique, la cinémathèque du British Film Institute. Sur environ 70 salariés, seulement 7 bénéficiaient d'un CDI. *«Lorsqu'un gros film sortait en salles, je pouvais être sollicité jusqu'à 45 heures dans la semaine. Et la suivante ne faire que 12 heures! »*

Une enquête en cours

Le droit de refus du travail s'applique pour les salariés, en cas de non-disponibilité. A leurs risques et périls: *«Avec ce système, tu n'oses pas dire non! Si tu refuses une fois, les offres se font de plus en plus rares et tu finis par te faire virer, sans qu'il n'y ait aucune procédure de licenciement»*, raconte Julien.

La classe politique de droite reste relativement silencieuse sur le sujet. Lors du débat organisé au Parlement par les députés travaillistes, aucun conservateur n'y a participé. Nick Clegg, le leader des libéraux-démocrates, au pouvoir aux côtés des conservateurs, a tout de même condamné une *« source d'insécurité pour les salariés »*. Le ministre des Affaires, de l'Innovation et du Savoir-faire Vince Cable est chargé de mener une enquête.

## Un article blog.lemonde.fr du 8 août 2013

### Comment McDo exploite 82 000 équipiers en Angleterre (90% de ses effectifs). (13.08)

C'est sous le contrat de travail appelé "zéro heure" que McDonald's emploie 90 % de ses employés britanniques, soit plus de 82 000 personnes.

Très critiqué en Angleterre en raison de son caractère précaire, ce contrat prévoit que l'employé, pendu à son téléphone, se rende disponible à tout moment de la journée sans qu'aucune durée de travail ne soit fixée dans son contrat. Autre coup dur pour le salarié, il n'est rémunéré que pour les heures travaillées.

McDonald's serait ainsi le plus gros employeur de salariés à contrat sans horaire défini au Royaume-Uni. Le géant de l'alimentation rapide, qui fait travailler 92 000 personnes dans ses 1 200 restaurants britanniques, s'est attiré les foudres de certains hommes et femmes politiques du pays.

A l'instar d'Andy Sawford, député travailliste et farouche opposant au contrat :

*"Certains salariés travaillent vingt à trente heures par semaine, d'une semaine à l'autre, et il est injustifiable de ne pas leur accorder de contrat. MCDonald's sait identifier les besoins de ses clients lors de leur commande, et préparer en fonction de ces données les bonnes quantités de nourriture. Le même raisonnement pourrait être utilisé pour les besoins de son personnel, et apporter ainsi à ses employés plus de certitude."*

Depuis son entrée en Grande-Bretagne, en 1974, McDonald's a recours à ce type de contrat. Mais si l'entreprise est pointée du doigt, elle est loin d'être la seule société mise en cause.

La semaine dernière, le *Guardian* révélait que Sport Direct, le premier vendeur d'articles de sport en Angleterre employait 90 % de ses salariés – soit 20 000 personnes – sous ce contrat controversé.

*"Les membres du personnel ne savent pas combien d'heures ils vont travailler d'une semaine sur l'autre, sans garantie d'horaire de travail régulier, sans indemnité maladie ni congés payés"*, expliquait le *Guardian*.

Depuis ces révélations, certains députés britanniques ont demandé au gouvernement d'ouvrir une enquête. Alison McGovern, députée travailliste, assure au quotidien britannique que le recours au contrat "zéro heure" est largement sous-estimé :

*"Tous les jours nous en apprenons davantage sur l'ampleur de cette pratique. Nous ne pouvons plus ignorer ce problème."*

Selon une étude, citée par *The Independent*, un million de salariés pourraient être employés sous ce contrat. Un chiffre quatre fois plus élevé que les estimations de l'office national de la statistique, qui l'évalue à 250 000 personnes.

Si les estimations divergent, tous notent la hausse du nombre de contrats à "zéro heure", dans tous les domaines, secteur public comme privé. Même le palais de la reine n'échappe pas à la polémique. Cet été, les 350 saisonniers du palais de Buckingham sont employés en contrat "zéro heure".

## Un article AFP du 12 août 2013

### La Chine va devenir le premier importateur mondial de pétrole. (13.08)

La Chine, dont les besoins en énergie augmentent sans cesse, va cette année doubler les Etats-Unis pour devenir le premier importateur net de pétrole du monde, selon une projection de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA).

Les importations nettes de pétrole de Pékin devraient dépasser celles de Washington d'ici octobre 2013, précise l'EIA, qui dépend du ministère américain de l'Energie (DoE).

Ce résultat s'explique par "*une hausse continue de la demande chinoise, une hausse de la production aux Etats-Unis et un niveau stationnaire de la demande en pétrole sur le marché américain*", souligne l'EIA.

Dans le détail, la production de pétrole des Etats-Unis devrait enregistrer une hausse de 28% de 2011 à 2014, pour atteindre près de 13 millions de barils par jour, grâce à ses forages offshore dans le Golfe du Mexique et à son exploitation en plein essor des ressources non conventionnelles (huile de schiste, sables bitumineux).

L'EIA s'attend par ailleurs à ce que la demande en carburants liquides de la Chine augmente de 13% entre 2011 et 2014, pour atteindre plus de 11 millions de barils par jour, tandis que la demande aux Etats-Unis tournerait autour de 18,7 millions de barils par jour, nettement moins que le record de 20,8 millions en 2005.

Premier marché automobile mondial et premier consommateur d'énergie du monde, la Chine mène une diplomatie énergétique active pour diversifier ses sources d'approvisionnement, notamment en Asie centrale et en Afrique.

Pékin a signé en juin avec Moscou un méga-contrat de 270 milliards de dollars sur 25 ans qui double les exportations de pétrole russe à la Chine.

## Un article AFP du 12 août 2013

### Mexique: vers l'ouverture de Pemex à des partenariats public-privé. (13.08)

Le président mexicain Enrique Peña Nieto a présenté lundi un projet de révision constitutionnelle qui permettrait à la compagnie pétrolière nationale Pemex de nouer des partenariats avec des intérêts privés pour l'exploration et l'extraction d'hydrocarbures.

Cette "*réforme énergétique*", qui ne prévoit toutefois pas d'ouverture du capital de Pemex, contrairement à ce qu'attendaient certains observateurs, propose également que soit autorisé l'octroi de "*permis*" pour que la compagnie puisse s'associer à des privés dans ses activités de raffinage, de pétrochimie, de transport et de stockage.

La réforme nécessitera une modification des articles 27 et 28 de la Constitution encadrant depuis 1938 le monopole de la compagnie nationale sur les activités pétrolières et gazières du Mexique, actuellement 10<sup>e</sup> producteur mondial de brut selon l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Le texte a été présenté ces dernières semaines par les autorités comme une initiative visant à dynamiser les activités de la compagnie, dont la production a décliné ces dernières années, faisant craindre au gouvernement une baisse de ses recettes, dont 35% dépendent aujourd'hui de Pemex.

Toutefois, selon M. Peña Nieto, "*le pétrole et d'autres hydrocarbures continueront à faire partie du patrimoine exclusif de la nation*" et Pemex continuera à être à "*100% propriété de la nation*".

Ce texte propose également une restructuration de Pemex et de ses filiales, en vue d'améliorer la transparence du géant pétrolier, au centre de plusieurs affaires de corruption et de détournements de fonds ces dernières années.

Selon le ministre de l'Energie Pedro Joaquin Coldwell, la réforme est principalement motivée par la nécessité de trouver de nouveaux gisements dans un contexte d'épuisement progressif des réserves conventionnelles du pays.

Un investissement public multiplié par 6 ces 15 dernières années

Les réserves prouvées de brut au Mexique ont chuté de 31,2% entre 2003 et 2012, passant de 20 à 13,8 milliards de barils, selon des données officielles.

"*Au Mexique, nous produisons moins de pétrole et de gaz naturel malgré un investissement public qui a sextuplé ces 15 dernières années, pour atteindre près de 20 milliards de dollars annuels*", a-t-il expliqué.

Ainsi, pour explorer les réserves potentielles en eaux profondes dans le Golfe du Mexique, des opérations coûteuses et risquées, le ministre a souligné la nécessité d'attirer "*des capitaux, de la technologie et des expertises*" dans le cadre de ces associations.

Cette réforme embrassant l'ensemble des secteurs énergétiques prévoit aussi la participation d'acteurs privés dans les opérations de la compagnie nationale électrique Commission fédérale l'électricité (CFE).

Si les trois principaux partis du pays soutiennent une réforme de Petróleos Mexicanos (Pemex) pour dynamiser l'entreprise et les activités pétrolières du pays, la gauche s'oppose pour l'heure à toute modification constitutionnelle. Des manifestations ont d'ailleurs déjà été prévues ces prochains jours et semaines pour protester contre ce que les détracteurs de la réforme qualifient de "*privatisation*" des ressources publiques.

Plus importante entreprise du Mexique, Pemex produit quelque 2,5 millions de barils de brut par jour (contre 3,4 mbj en 2004). Si cette réforme était adoptée, le président mexicain a assuré que la production pétrolière du pays passerait à 3 mbj en 2018 puis à 3,5 mbj à l'horizon 2025.

## Un article lemonde.fr du 16 août 2013

### Equateur : "Yasuni ITT" ou l'échec de la non-exploitation du pétrole. (17.08)

L'Equateur est le plus petit pays membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ; environ un cinquième de ses ressources supposées reposent dans le sous-sol du parc Yasuni reconnu pour sa grande richesse en matière de biodiversité. Entre la sauvegarde de ce petit bout d'Amazonie et l'exploitation des énergies fossiles, le président équatorien, Rafael Correa, a tranché en faveur de la seconde.

Les champs pétroliers d'Ishpingo, de Tambococha et de Tiputini – dits "ITT" – et leurs quelque 900 millions de barils de pétrole seront donc exploités, a annoncé, jeudi 15 août lors d'une allocution solennelle, le président Correa, avec une "profonde tristesse".

Réélu en février, Rafael Correa avait promis d'approfondir sa "révolution citoyenne" où doivent se mêler transformation sociale du pays et respect de l'environnement. M. Correa a reconnu avoir pris "une des décisions les plus difficiles de tout [son] gouvernement" en favorisant le pétrole aux dépens de cette réserve de biosphère classée par l'Unesco (PDF), où vivent 696 variétés d'oiseaux, 2 274 d'arbres, 382 de poissons, 169 de mammifères ou encore 121 de reptiles, ainsi que des dizaines de milliers d'espèces d'insectes.

### ULTIMATUM ÉCOLOGIQUE

Avant de se résoudre à ce que beaucoup dénoncent comme un désastre écologique, le pouvoir équatorien avait tenté une approche originale, sinon inédite : l'initiative Yasuni-ITT. En 2007, à la tribune de l'ONU, le président Correa lançait à la communauté internationale une sorte d'ultimatum écologique – de chantage, diront certains – pour que soit préservée la forêt amazonienne.

En échange de la non-exploitation de son sous-sol et du non-rejet dans l'atmosphère de 400 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, le président équatorien demandait 3,6 milliards de dollars, sur une douzaine d'années, aux plus gros consommateurs de pétrole sur la planète, soit la moitié de ce que rapporterait à l'Etat équatorien l'extraction du pétrole.

L'initiative a pris un tour plus concret en 2010, quand le gouvernement équatorien a signé un accord avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qui a ouvert un "fonds d'affectation spéciale", une sorte de compte ad hoc, destiné à recevoir les contributions internationales. Le PNUD s'engageait également à administrer ces fonds, en accord avec les pays donateurs.

### UNE VICTOIRE POLITIQUE ?

Certains ont vu dans Yasuni ITT un renouveau des discussions environnementales, à l'heure de l'échec des grandes conférences sur le réchauffement climatique, et notamment celle de Copenhague, fin 2009. Ainsi, Matthieu Le Quang, chercheur en sciences politiques à Quito – et auteur de *Laissons le pétrole sous terre !* – écrivait en 2010 dans les colonnes du Monde que l'initiative ITT Yasuni était "une proposition pionnière et innovante, une alternative aux discussions dominantes au niveau mondial".

Aujourd'hui, après son abandon par M. Correa, M. Quang estime qu'il s'agit d'un "échec économique prévisible", dans la mesure où il était peu probable que "les pays du Nord soutiennent l'initiative qui revenait à remettre en cause la base des sociétés capitalistes". En revanche M. Quang y voit un gain politique : l'Equateur, en proposant une "solution avant-gardiste" pour sauvegarder l'environnement, s'est placé comme "un acteur majeur de la lutte contre le réchauffement climatique".

### "FAUSSE BONNE IDÉE"

Un positionnement à l'international qui était critiqué, au moment de la réélection de M. Correa en février par Luis Saavedra, de l'organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme Inredh. "En 2006, Rafael Correa est arrivé au pouvoir avec un programme progressiste, largement inspiré des propositions du mouvement social, des Indiens et des écologistes. Mais il a fait marche arrière sur un certain nombre de

*points essentiels. Le projet Yasuni est de la propagande à l'attention de la communauté internationale", lâchait-il au Monde, au moment de sa réélection.*

Pour d'autres, il s'agissait d'une "*fausse bonne idée*". Ainsi, Romain Pirard et Raphaël Billé, de l'Institut du développement durable et des relations internationales, assurent, dans une tribune publiée sur Slate, qu'un succès n'aurait fait que retarder l'échéance de l'exploitation du pétrole de Yasuni, dans la mesure où la "*rareté de la ressource le rendra bien trop précieux pour être maintenu dans le sol*". Et, poursuivent-ils, "*pour peser indirectement sur la consommation d'énergies fossiles, le projet demanderait à être répliqué à grande échelle*", impliquant des sommes colossales.

## DES GARANTIES APPORTÉES À LA POPULATION

Sur les 3,6 milliards escomptés, seuls 13 millions de dollars ont effectivement été abondés et 116 millions, promis. Trop peu pour compenser la non-exploitation du trésor pétrolier de Yasuni. Jeudi 15 août, M. Correa, estimant que "*le monde nous a lâchés*", a signé le décret qui a mis un terme définitif à l'initiative. Le président équatorien devra toutefois composer avec la Constitution, qui interdit l'extraction des ressources non renouvelables dans les zones protégées. Ladite Constitution apporte néanmoins quelques exceptions qui seront discutées au Parlement. Ce qui ne devrait pas poser de problème majeur, dans la mesure où le président Correa y dispose d'une confortable majorité.

L'exploration et la construction des infrastructures de forage par des compagnies pétrolières publiques devraient commencer dans les prochaines semaines dans cette partie de l'Amazonie à l'est du pays. Dans le même décret, M. Correa a voulu apporter des garanties à une population qui reste très majoritairement opposée au projet. "*Si l'Assemblée nationale autorise l'exploitation, cette dernière ne pourra pas se développer sur une surface supérieure à 1 % du parc national de Yasuni*", est-il précisé. Mais M. Correa a rectifié peu de temps après sur Twitter : la limite est en fait fixée à un pour mille...

## Un article AFP du 16 août 2013

### Etats-Unis: malgré les assurances d'Obama, la NSA viole la loi. (17.08)

La NSA, l'agence américaine chargée des interceptions de communications, a violé à des milliers de reprises les lois protégeant la vie privée sans toujours en référer aux autorités de contrôle, un désaveu pour les promesses de transparence de Barack Obama.

Ces infractions ont été révélées par l'analyse d'un audit interne et d'autres documents secrets, fournis au Washington Post par l'ancien consultant de la NSA Edward Snowden, aujourd'hui réfugié en Russie.

Elle mettent à mal les appels à la confiance du président américain, qui a affirmé le 9 août avoir "*pris des mesures pour qu'il y ait (...) de réels garde-fous pour empêcher les abus*".

Cet audit, réalisé en mai 2012, a recensé 2.776 incidents au cours des douze mois précédents concernant la collecte ou l'accès à des données hors du cadre légal. La plupart ne sont pas intentionnels mais dus à des défaillances ou au non-respect des procédures.

Le quotidien donne l'exemple de la collecte en 2008 d'un "*grand nombre*" d'appels téléphoniques en provenance de Washington après une erreur de programmation qui a interverti l'indicatif de la capitale américaine (202) avec celui de l'Egypte (20).

Cet incident n'avait pas été révélé à l'équipe de contrôle de la NSA.

Sollicité par l'AFP, la NSA a confirmé qu'il s'agissait d'un document "*interne*" et assuré "*enquêter*" sur chaque "*erreur*".

"*Quand nous faisons une erreur (...), nous la signalons en interne et aux superviseurs fédéraux et allons au fond du problème*", a-t-elle assuré, précisant que ses activités sont "*continuellement auditées et supervisées en interne et en externe*".

Lors d'une audioconférence, le directeur du département du contrôle interne, John DeLong, a martelé qu'il s'agissait "*d'erreurs et non pas d'infractions délibérées*", de l'ordre d'une centaine par mois à comparer avec les quelque 20 millions de requêtes de collecte mensuelles, soit "*un taux d'erreur de 0,0005%*".

Les personnels chargés de s'assurer du respect des lois par la NSA comprennent "*plus de 300 personnes, un chiffre multiplié par quatre depuis 2009*", selon lui.

Les sénateurs Ron Wyden et Mark Udall, de la commission du renseignement, ont sous-entendu que les violations étaient plus importantes encore que ce qu'évoque le Post.

"*Nous avons déjà dit que les violations des lois et règlements étaient plus graves que ce qui est reconnu et nous pensons que les Américains doivent savoir que cette confirmation est juste la partie émergée de l'iceberg*", affirment-ils dans un communiqué.

Plus grave, selon le Post, la NSA ne rend pas compte aux autorités de contrôle dans leur intégralité de ces incidents au cours desquelles elle a intercepté les communications d'Américains hors du cadre légal.

L'audit "*contient un niveau de détails et d'analyse qui n'est pas systématiquement partagé avec le Congrès ou la cour spéciale*" secrète composée de juges fédéraux, la FISC.

Le Congrès ne reçoit que des versions expurgées des rapports d'incidents. Quant à la FISC, chargée d'encadrer les programmes de surveillance de la NSA, elle n'est pas toujours tenue informée.

L'un des incidents les plus graves a ainsi concerné la captation et le stockage des données transitant par un câble fibre-optique sur le territoire américain, y compris les données de communications de citoyens américains, ce qui est formellement interdit sauf raison motivée et personnalisée.

Or, selon le quotidien, ce n'est qu'en octobre 2011, "*des mois après le début du programme*", que la FISC a été informée et considéré que cette action était "anticonstitutionnelle".

L'un des documents explique également aux employés comment "*caviarder*" les rapports d'incidents et utiliser des "*descriptions génériques*" pour justifier les interceptions de communications au département de la Justice et à la Direction du renseignement (ODNI).

Pour l'influente association de défense des droits civiques ACLU, ces révélations montrent que la FISC, la cour secrète, a les "*mains liées*" face à l'agence qu'elle est chargée de surveiller puisque dépendante des informations que la NSA lui fournit.

Le président de la FISC, Reggie Walton, le reconnaît dans un communiqué au Post: "*la FISC est contrainte de se reposer sur la précision des informations qui lui sont fournies*" et n'a "*pas de pouvoir d'enquête*".

## Un article AFP du 16 août 2013

### Russie: l'endettement des ménages proche de la surchauffe. (17.08)

"*Crédit express, en une heure*": alléchés par ce type d'annonces omniprésentes dans les rues de Moscou, comme par les offres des grandes banques, les Russes accumulent les prêts à des taux parfois extravagants.

Mais les autorités s'inquiètent de plus en plus de l'endettement des ménages, qui, après avoir alimenté la rapide croissance du pays ces dernières années, menace de devenir incontrôlable.

"*Nous arrivons à la fin d'une période de croissance excessive du crédit à la consommation et le niveau d'endettement des ménages est dangereusement élevé*", a prévenu cette semaine le ministre de l'Economie, Alexeï Oulioukaev.

En deux ans, le montant total des crédits accordés aux particuliers en Russie a doublé et dépasse désormais 8.300 milliards de roubles (190 milliards d'euros), selon les statistiques de la banque centrale.

Dans le même temps, les revenus n'ont augmenté que de 22%, estime dans une étude récente la Sviaznoï Bank.

Cet établissement a calculé qu'une personne sur cinq qui lui demande un crédit détient déjà au moins cinq prêts et que l'endettement moyen de ses clients a été plus que multiplié par trois en deux ans, atteignant 440.000 roubles (environ 10.000 euros).

Chez certaines banques, jusqu'à 20% des clients sont en retard sur leurs paiements.

Urgent de s'attaquer aux "*contrats opaques*"

Elena, Moscovite de 39 ans, a contracté ces derniers mois quatre crédits à la consommation, pour 250.000 roubles (5.700 euros), à des taux annuels compris entre 23% et 30%, pour des voyages destinés à préparer son mariage avec son compagnon géorgien.

Chaque mois, près de la moitié du salaire de cette responsable des ventes d'une petite entreprise locale (environ 1.000 euros) part dans le remboursement de ses créances.

"*C'est difficile, mais je paie mes remboursements*", assure la jeune femme, qui espère se désendetter d'ici à un an... pour reprendre un crédit et pouvoir s'acheter une voiture.

Elena reconnaît avoir gonflé son salaire dans ses demandes de crédit. "*La plupart des banques ne contrôlent rien*", constate-t-elle.

Le patron de la première banque russe, Sberbank, a récemment jugé urgent de s'attaquer "*aux contrats opaques*" et aux "*prétendues banques qui proposent dans les commerces des crédits dont les taux atteignent 90%*".

Guerman Gref a annoncé que sa filiale de crédit Cetelem Bank, dont BNP Paribas détient 30%, proposerait à partir de cet automne aux Russes des crédits à des taux maximum de 17,5% pour qu'ils remboursent leurs emprunts plus coûteux.

L'idée est d'alléger le poids de la dette sur les ménages sans plomber la consommation intérieure, qui porte actuellement à bouts de bras la croissance de l'économie russe.

"*On ne peut plus continuer à accumuler les risques*", a reconnu fin juin la nouvelle présidente de la banque centrale, Elvira Nabioullina, promettant des mesures "*pour éviter une surchauffe du secteur*".

Le danger, évoqué par le président Vladimir Poutine, c'est un scénario du type "*subprime*" aux Etats-Unis, quand l'éclatement d'une bulle immobilière et des prêts accordés au mépris des capacités de remboursement des ménages avaient fait chanceler tout le secteur financier américain et au-delà.

Pour Ivan Tchakarov, économiste chez Renaissance Capital, le niveau d'endettement des ménages risque d'atteindre "*la saturation d'ici un ou deux ans*"

*"Il y a une partie de la population, surtout en dehors des grandes villes, qui emprunte de plus en plus et dont il faut s'inquiéter"*, relève-t-il.

Loin de Moscou, les salaires restent très faibles et la population, peu armée face à une pratique relativement nouvelle en Russie, se laisse plus aisément tenter face aux clauses abusives proposées par d'obscures sociétés échappant à tout contrôle.

Les médias régionaux se font régulièrement l'écho des menaces des "*collecteurs*" engagés par les créanciers pour sommer les retardataires de régler leurs dettes.

L'an dernier, le coup de téléphone reçu par un habitant de Nijni-Taguil, dans l'Oural, en retard sur ses traites, a fait le tour du pays: on lui conseillait d'assassiner femme et enfants puis de mettre fin à ses jours, faute de quoi sa vie allait se transformer en enfer.

**Un article AFP, lemonde.fr, slate.fr, french.irib.ir des 15 et 16 août 2013**

**Plusieurs articles sur la situation en Egypte (17.08)**

**- Un "vendredi de la colère" meurtrier en Egypte - lemonde.fr**

Les partisans du président déchu Mohamed Morsi ont manifesté vendredi 16 août au Caire et dans plusieurs grandes villes pour dénoncer la répression sanglante menée par la police et l'armée contre les pro-Morsi de mercredi.

Une coalition islamiste égyptienne a elle appelé à des manifestations dès samedi et prévenu qu'il y aurait des défilés "*tous les jours*" après de nouveaux rassemblements meurtriers dans toute l'Egypte qui ont fait au moins 80 morts.

**AU CAIRE, UNE CAPITALE QUADRILLÉE, DES DIZAINES DE MORTS**

Les partisans de Mohamed Morsi ont convergé vers la place Ramsès où ils étaient entre 20 et 25 000 selon notre correspondant sur place. Ils défilaient dans une ville cernée par les forces de l'ordre qui verrouillaient les "installations névralgiques" de la capitale. La place Tahrir, foyer de la révolution de 2011, était ainsi entièrement bouclée par les tanks et les barbelés.

Des hélicoptères ont survolé la place Ramsès pendant les rassemblements. Les affrontements ont fait au moins 39 morts, selon le décompte effectué par l'Agence France-Presse dans des mosquées attenantes transformées en morgue. Elles accueillaient aussi de nombreux blessés, comme le signalait la photographe du Monde, qui faisait état d'une mosquée "pleine de blessés et de morts" en fin d'après-midi.

Des témoins ont rapporté à l'AFP qu'ils entendaient des rafales de mitraillette, y compris dans le centre de la ville. Les télévisions égyptiennes montraient des hommes tirant d'un pont à la kalachnikov, mais il est impossible de savoir s'il s'agissait de manifestants ou de policiers en civil, qui quadrillent la ville avec les soldats.

**DES AFFRONTEMENTS DANS PLUSIEURS GRANDES VILLES**

Des combats à l'arme automatique ont également eu lieu dans de nombreuses villes, faisant au moins 31 morts selon des sources sécuritaires citées par l'AFP. Des affrontements ont eu lieu à Alexandrie, Ismaïlia, Damiette, Beni Soueif, Fayoum ou encore dans la ville touristique de Hourghada, au bord de la mer Rouge.

D'après un responsable des services de sécurité, 24 policiers égyptiens ont été tués dans les violences en vingt-quatre heures dans le pays. Dans la soirée, à Suez, cinq personnes ont été tuées par les forces de l'ordre et des dizaines blessées lors d'une manifestation bravant le couvre-feu, selon des sources de sécurité. Les autorités égyptiennes ont évoqué un bilan total d'au moins 60 morts dans tout le pays.

**LE GOUVERNEMENT AFFIRME "COMBATTRE LE COMLOT TERRORISTE"**

Pour justifier la répression, le premier ministre égyptien, Hazem El-Beblaoui, a affirmé dans un communiqué vendredi que "ses membres, les forces armées, la police et le grand peuple d'Egypte sont unis pour combattre le complot terroriste malveillant ourdi par les Frères musulmans". Les forces armées avaient été autorisées par le gouvernement à ouvrir le feu sur quiconque prendrait pour cible la police ou les institutions publiques, comme ce fut le cas jeudi au Caire et dans le Sinaï.

Dans son sillage, le Front de salut national, coalition allant de la gauche aux libéraux, avait appelé les Egyptiens à manifester contre les "*actes évidents de terrorisme*" commis par les islamistes. Des "*comités populaires*" pro-pouvoir quadrillaient notamment la capitale.

Le couvre-feu, instauré mercredi, est à nouveau entré en vigueur, vendredi à 19 heures. L'état d'urgence est réinstauré pour une durée d'un mois.

## **- Obama n'a plus aucune influence sur le pouvoir égyptien - slate.fr**

Les Etats-Unis semblent aujourd'hui totalement impuissants face à la descente aux enfers de l'Egypte. Un pays qui était pourtant le plus proche allié de Washington dans le monde arabe et qui reçoit depuis des décennies une aide financière et militaire conséquente.

Mais comme l'explique Josh Rogin du site The Daily Beast, *«les initiatives de la Maison Blanche depuis le printemps arabe ont toutes affaibli les quelques moyens de pression qu'elle avait encore...»*. Par ses incohérences, je lâche Hosni Moubarak, un allié historique des Etats-Unis, et je soutiens la transition démocratique, mais je ne m'oppose pas vraiment au coup d'Etat de l'armée qui deux ans plus tard recrée la situation antérieure, l'administration Obama a réussi le tour de force de se mettre à dos les deux camps en présence. Elle est considérée par les Frères Musulmans comme le principal soutien étranger de la répression militaire et du côté de l'armée égyptienne comme un allié objectif des islamistes.

En 2011 pourtant, l'influence américaine sur l'armée égyptienne avait eu un impact considérable sur la tournure des événements comme en Tunisie d'ailleurs. L'armée égyptienne avait obtempéré aux pressions de Washington de ne pas ouvrir le feu sur les manifestations anti-Moubarak. Mieux «les militaires avaient protégé les manifestants et Obama avait été capable de soutenir réellement les révolutions arabes en contraignant l'homme fort de l'Egypte à quitter le pouvoir».

L'armée égyptienne est devenue sourde

En 2013, les militaires égyptiens ont superbement ignoré toutes les remarques et recommandations de l'administration américaine. Depuis la prise de pouvoir par l'armée égyptienne le 3 juillet, Washington a demandé successivement aux militaires de ne pas arrêter les dirigeants des Frères Musulmans, de ne pas instaurer la loi martiale, d'autoriser les manifestations pacifiques et de tenter de trouver un compromis avec les islamistes. En vain.

*«Les Etats-Unis condamnent avec fermeté les mesures qui ont été prises par le gouvernement intérimaire égyptien et les forces de l'ordre»,* a déclaré jeudi 15 août Barack Obama. «Nous déplorons les violences exercées contre les civils. Nous soutenons les droits universels essentiels à la dignité de l'homme, y compris le droit de manifester pacifiquement» a-t-il ajouté.

Le Président américain a aussi annoncé que les Etats-Unis avaient informé l'Egypte de l'annulation des manoeuvres militaires *«Bright Star»*, qui ont lieu tous les deux ans depuis 1981 et sont considérées comme un élément central des relations militaires entre Washington et Le Caire. Mais il n'a rien dit sur l'aide militaire de 1,3 milliard de dollars donnée à l'armée égyptienne tous les ans.

En fait, la pression financière n'a plus beaucoup d'impact. Les Etats-Unis ont été supplantés par d'autres bailleurs de fonds régionaux. L'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et le Koweït ont déjà donné au gouvernement de transition égyptien 13 milliards de dollars, dix fois l'aide américaine.

Et la pression politique est elle-aussi devenue inefficace. A quelques moments clés au cours des deux dernières années, l'administration Obama est apparue trop faible. Ainsi, quand le gouvernement des Frères Musulmans a fait arrêter et condamner à des peines de prison des membres d'ONG essentiellement américaines sous le prétexte de financements illicites, Washington a protesté mollement.

L'administration américaine est tellement discréditée que la Russie rêve aujourd'hui de remplir le vide et même de devenir le nouveau partenaire du pouvoir égyptien après avoir retrouvé un poids politique et militaire au Moyen-Orient comparable à celui de l'URSS dans les années 1970.

En fait, comme l'écrit, Samuel Tadros, expert du Think Tank américain Hudson Institute, l'administration Obama s'est totalement fourvoyée dans son analyse politique de l'Egypte.

Quand la révolution arabe a gagné l'Egypte, Barack Obama a demandé, selon le New York Times, à ses équipes d'étudier les transitions politiques vers la démocratie dans plus de 50 pays. Après des travaux approfondis, ils en ont conclu que *«l'Egypte était comparable à la Corée du sud, les Philippines et le Chili»*.

Benjamin Rhodes, conseiller adjoint à la Sécurité nationale expliquait que *«la trajectoire du changement allait dans la bonne direction»*.

Brillante analyse. Après avoir pris le pouvoir les Frères Musulmans se sont montrés tellement incompetents qu'un rejet massif dans la population a permis à l'armée de saisir l'occasion pour les renverser et reprendre le pouvoir. Et le carnage qui a suivi a mis aujourd'hui le pays au bord de la guerre civile et du chaos.

### **- Egypte: appui tacite des leaders arabes au coup de force - AFP**

La majorité des dirigeants arabes ont appuyé tacitement le coup de force sanglant contre les Frères musulmans en Egypte, y voyant un coup d'arrêt à la menace que représente la confrérie pour leur pouvoir, estiment des experts.

Seuls le Qatar, parrain de la confrérie, et la Tunisie, où le parti au pouvoir appartient à la même mouvance, ont condamné de manière virulente le bain de sang qui a fait près de 600 morts mercredi, selon un bilan officiel.

En revanche, le roi Abdallah d'Arabie saoudite a proclamé vendredi son appui au pouvoir égyptien *"face au terrorisme"* et a appelé *"les Egyptiens, les Arabes et les musulmans à s'opposer à tous ceux qui tentent de déstabiliser l'Egypte"*.

*"Toutes les monarchies du Golfe, à l'exception du Qatar, ainsi que la Jordanie et d'autres pays arabes craignent l'exportation de la révolution des Frères musulmans chez eux. C'est pour cela qu'elles ont misé sur un retour au schéma classique d'un pouvoir fort en Egypte, pays pivot du monde arabe"*, note Khattar Abou Diab, professeur à Paris-Sud. L'armée égyptienne, au pouvoir depuis 1952, a destitué début juillet l'islamiste Mohamed Morsi, premier président civil élu démocratiquement un an plus tôt, avant d'installer un gouvernement intérimaire.

La majorité des pays arabes, Ryad en tête, *"ont constaté avec déplaisir le poids grandissant de la Turquie et de l'Iran sur tous les dossiers concernant le monde arabe. Leur soutien au (nouveau) régime égyptien montre leur volonté de refonder un nouveau système régional purement arabe sur des bases plus classiques"*, note M. Abou Diab, spécialiste du monde arabe.

Grâce au Printemps arabe, Ankara, dont le gouvernement est issu des Frères musulmans, a acquis le statut de puissance régionale en s'impliquant à fond dans les affaires arabes. L'Iran de son côté a renforcé ses liens avec le régime de Damas et noué des relations avec les Frères musulmans en Egypte.

*"Ce qui s'est passé en Egypte s'inscrit dans ce qu'on peut appeler une +guerre froide+ arabe et il est facile aujourd'hui de savoir qui est le vainqueur"*, assure Shadi Hamid, expert du Moyen-Orient auprès du Brookings Doha Center.

Selon lui, les gagnants sont l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, principaux parrains du nouveau pouvoir en Egypte, au détriment du Qatar et des Frères musulmans.

Ryad et Abou Dhabi *"ont été ravis du coup d'Etat militaire qui profite à leurs intérêts régionaux et qui porte un coup à leurs plus dangereux opposants que sont les Frères musulmans"*, ajoute l'expert.

Les relations entre l'Arabie et les Frères musulmans, bonnes durant trois décennies, se sont dégradées avec la première guerre du Golfe en 1990 quand la confrérie a critiqué le royaume pour avoir accepté des bases américaines sur son territoire.

Beaucoup de Frères musulmans ont été expulsés, et les relations se sont tendues davantage après les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

A l'époque, Ryad avait accusé les Frères musulmans d'être à l'origine de l'idéologie jihadiste et le ministre de l'Intérieur, le prince Nayef, avait déclaré publiquement en 2002 que *"tous les groupes extrémistes sont issus des Frères musulmans"*.

"Pour les Emiratis et les Saoudiens, les Frères musulmans ont une ambition régionale qui peut être un danger pour les monarchies du Golfe", estime Stéphane Lacroix, professeur à l'Institut des Sciences politiques de Paris et spécialiste des Frères Musulmans.

"Ces monarchies estiment que leur intérêt est d'avoir plutôt des dictatures que des régimes démocratiques qui sont trop instables et imprévisibles à leurs yeux", ajoute l'expert.

Ce que Ryad n'a pas pardonné à la confrérie, c'est son flirt avec l'Iran chiite, principal rival du royaume sunnite au Moyen-Orient.

"Les Frères n'ont jamais été hostiles à des relations avec l'Iran chiite alors que pour les Saoudiens, c'est une ligne rouge tant du point de vue de l'orthodoxie sunnite que pour des raisons de géopolitique régionale", estime M. Lacroix.

"Les deux pays se battent pour la suprématie dans la région et pour Ryad, Téhéran est l'adversaire numéro un", ajoute-t-il.

Pour M. Abou Diab, "l'option démocratique dans le monde arabe est plus ou moins stoppée. Ce qui s'est passé en Egypte peut donner des idées à d'autres en Libye et en Tunisie et cette mainmise de l'armée en Egypte pourrait faire tache d'huile".

### **- La démocratie US prend ses quartiers au Caire - french.irib.ir 15.08**

Le président Morsi, élu démocratiquement au printemps 2012, a été renversé par l'armée le 3 juillet 2013. Un coup d'Etat militaire, donc, et signé en direct devant toutes les télévisions.

Mais pas du tout, nous avait expliqué John Kerry le 1<sup>er</sup> août, c'était pour rétablir la démocratie : « Des millions et des millions de gens ont demandé à l'armée d'intervenir. Tous avaient peur d'une descente dans le chaos et la violence. Et l'armée n'a pas pris le pouvoir, d'après ce que nous pouvons en juger, jusqu'à présent. Pour conduire le pays, il y a un gouvernement civil. En fait, elle rétablissait la démocratie ».

C'est un truc incroyable : ce pays qui est le premier fauteur de troubles dans le monde, du Vietnam à la Lybie en passant par l'Irak, qui a créé ou soutenu toutes les pires dictatures à partir du moment où ça lui permettrait de contrôler le pétrole, ce pays qui injurie les droits de l'homme avec Guantanamo ou le système PRISM de surveillance du monde, qui asservit toute idée de démocratie au Proche-Orient au nom de son soutien à Israël, ce pays qui refuse de signer les grands textes protecteurs de droits de l'homme, continue à faire le beau en distribuant les diplômes de démocrates. Donc, un diplôme pour Abdel Fattah Al-Sissi...

Oui, mais voilà, hier a été un jour dramatique pour l'Egypte, avec un bilan provisoire du gouvernement de 278 morts. Aucun chiffre disponible pour les blessés. Les chiffres réels sont à multiplier : hier, c'était des scènes de guerre au Caire, et les médecins témoignent de tirs par balles dans le thorax. Un massacre... Et pour finir, le rétablissement de l'état d'urgence, qui avait été le régime appliqué pendant toute l'ère Moubarak, de 1981 à 2012 : couvre-feu, interdiction des rassemblements, fonction judiciaire transférée aux militaires, fouilles et surveillances sans avoir à justifier de motif...

John Kerry a retrouvé un micro pour condamner ces événements mais en les qualifiant de « lamentables » alors qu'ils sont criminels... et banalisant pour appeler à des nouvelles élections... démocratiques et sincères bien sûr, organisées par le démocrate Abdel Fattah Al-Sissi pendant que Mohamed Morsi reste en détention illégale : « La responsabilité revient au gouvernement intérimaire et l'armée, qui à eux deux ont l'ascendant dans ce conflit, d'empêcher davantage de violence et de proposer des options constructives parmi lesquelles le remaniement de la Constitution et l'organisation d'élections législatives et présidentielles ».

Pour traiter le fond de la question, je ne peux mieux faire que citer ce qu'a écrit M. Saadoun, dans Le Quotidien d'Oran, la semaine dernière :

« Les médias qui parlent d'embarras américain se trompent clairement. Israël le sait, toute démocratisation dans un pays comme l'Egypte aboutira inéluctablement à une remise en question de Camp David et à un rapport très différent aux Palestiniens. Quand l'armée égyptienne intervient et reprend le peu de pouvoir

*qu'elle avait concédé, c'est Camp David qui est encore plus protégé. Quand un processus démocratique échoue - et en Egypte il ne peut être question de démocratie quand une moitié d'Égyptiens est traitée déjà en « terroriste », Israël, la « prétendue seule démocratie au Proche-Orient », est tranquille ».*

Comme vient de le faire Mohammed El-Baradei, devenu vice-président grâce aux militaires alors qu'il avait renoncé à se présenter aux élections... les libéraux progressiste adorés dans les pays occidentaux, vont tous se casser, et finiront haïs d'avoir été la caution immature du clan des militaires. Et ce n'est pas demain la veille que les militaires organiseront des élections ouvertes aux Frères musulmans, alors que tous les leaders sont recherchés pour être entaulés. Or, il n'y a pas de solution démocratique en Egypte qui exclurait les Frères musulmans.

La démocratie US prend donc ses quartiers au Caire. Et va bien sur continuer à former les cadres et financer l'armée qui rétablit si bien la démocratie, pour 2 milliards de dollars par an.

Commentaire d'un internaute

*- "D'abord il est utile de suggérer que le maintien de la manne de près de un milliard et demi au régime de El Sissi, serait en soi une position codée de soutien clair apres le coup d'etat. Les autres déclarations nuancées et ambiguës résultent de déclarations vides de sens mais surtout distillées comme indicateur dissimulé pour épargner à l'opinion publique internationale de situer de quel coté serait la position officielle us. Cela relève exclusivement du lexique diplomatique ambigu et variable à volonté, sans doute. Si les militaires échouent, les usa les situeraient comme coupables, s'ils réussissent, ils seraient des héros ayant sauvé la démocratie. D'ailleurs J. Kerry, l'a très tôt déclaré durant son voyage en Jordanie, il y a trois semaines."*

## Un article lepress.fr, libération.fr et Reuters du 17 et 18 août 2013

### Plusieurs articles sur la situation en Egypte (19.08)

Reuters - Mahmoud Badr, l'un des trois fondateurs de l'initiative Tamarod qui a largement contribué à l'éviction de Mohamed Morsi, a exprimé samedi son soutien à l'armée et juge que le bilan de la répression contre le camp islamiste est le "*prix élevé*" à payer pour libérer l'Egypte de "*l'organisation fasciste des Frères musulmans*".

"*Ce que l'Egypte traverse actuellement, c'est le prix, le prix élevé, à payer pour se débarrasser de l'organisation fasciste des Frères avant qu'elle prenne le contrôle de tout et nous chasse tous*", a déclaré Mahmoud Badr au cours d'une interview accordée par téléphone à Reuters.

Le journaliste de 28 ans et deux camarades sensiblement du même âge ont lancé il y a trois mois le mouvement "*Tamarod-Rebelle*" pour exiger le départ de Mohamed Morsi. Ils affirmaient avoir recueilli 22 millions de signatures avant les grandes manifestations du 30 juin contre le président islamiste.

"*Je n'ai rien vu de mal de la part de l'armée*", a déclaré à Reuters Mahmoud Badr, à qui des responsables de sécurité ont conseillé de s'abriter dans un lieu tenu secret. "*Elle ne s'est pas mêlée de politique, et j'en suis témoin.*"

Il a précisé ne plus avoir de contact avec l'armée depuis une rencontre le 3 juillet avec Abdel Fattah al Sissi, en présence de généraux, d'un cheikh, du pape copte orthodoxe, Taouadros II, d'un haut magistrat et de dirigeants d'opposition.

"*Maintenant, mon rôle, c'est d'agir en tant que groupe de pression en observant la transition politique, et d'être prêt à intervenir si les choses vont dans la mauvaise direction*", estime Mahmoud Badr.

Le fondateur de Tamarod ne partage pas les préoccupations d'une partie du camp libéral, qui craint que le rôle grandissant de l'armée, ainsi que la mise en avant de la police lors des assauts contre les islamistes, présagent d'un retour à la répression de l'époque de l'ancien président Hosni Moubarak. Reuters 17.08

libération.fr- Les islamistes ont annulé plusieurs de leurs manifestations prévues dimanche contre le coup militaire en Egypte, évoquant des "*raisons de sécurité*" après des heurts qui ont fait en quatre jours plus de 750 morts.

Cette décision intervient alors que le nouvel homme fort du pays, le chef de la toute-puissante armée, le général Abdel Fattah al-Sissi, a assuré dimanche que son pays ne "*plierait*" pas face à la violence des islamistes, devant un parterre de chefs militaires et de la police.

Dans le centre du Caire, devant l'une des mosquée d'où devait partir un défilé réclamant le retour au pouvoir du président islamiste Mohamed Morsi destitué par l'armée le 3 juillet, un journaliste de l'AFP a vu des membres des "*comités populaires*".

Aucun manifestant n'était présent, redoutant visiblement la réaction de ces "*comités*", des groupes d'auto-défense formés en général de jeunes armés qui s'en prennent aux hommes portant la barbe et aux femmes vêtues du voile intégral.

Ahmed Gomaa, l'un des habitants qui attendaient devant la mosquée Assad Ibn Al-Forat à Dokki, dans le centre de la capitale, a lancé à l'AFP: "*Nous les attendons, je jure que nous les tueront s'ils approchent de la mosquée*".

Signe du manque apparent d'organisation des Frères musulmans, la confrérie de Mohamed Morsi dont la plupart des dirigeants sont désormais incarcérés ou en fuite, plusieurs communiqués contradictoires ont annoncé l'annulation ou le maintien des neuf cortèges prévus.

L'armée bloquait des grands axes du Caire, pour empêcher des manifestations islamistes, tandis que le ministère des Biens religieux a annoncé que les mosquées ne seraient désormais plus ouvertes que pour les prières, tentant ainsi d'éviter les rassemblements dans ces lieux de culte.

Des images de télévision ont toutefois montré des défilés en dehors de la capitale.

Les pro-Morsi ont appelé samedi à une semaine de manifestations, mais ils ne sont pas parvenus à mobiliser ce jour-là, seuls quelques groupes de manifestants bravant le couvre-feu nocturne. libération.fr 18.08

lexpress.fr - Pour endiguer la montée de la justice de rue, le ministère égyptien de l'Intérieur a prononcé dimanche l'interdiction des comités populaires. Depuis le début des heurts, ces milices s'en prennent physiquement à ceux qu'elles considèrent comme étant des pro-Morsi.

Le ministère égyptien de l'Intérieur a annoncé dimanche l'interdiction des "*comités populaires*", des milices de quartiers anti-islamistes qui ont récemment essaimé en Egypte. Ces groupes d'auto-défense sont formés en général de jeunes armés qui s'en prennent depuis plusieurs jours aux partisans du président islamiste déchu Mohamed Morsi.

Le ministère affirme dans un communiqué avoir pris cette décision car ces groupes mènent "*des actions illégales*". Dans plusieurs quartiers, des résidents membres de ces "*comités*" ont installé des barrages, fouillant les véhicules et vérifiant les papiers d'identité à l'entrée de leur quartier ou de leur rue. Ils s'en prennent régulièrement aux hommes portant la barbe et aux femmes vêtues du voile intégral, les accusant d'être pro-Morsi.

Ces milices font craindre une montée de la justice de rue dans le pays profondément divisé entre pro-Morsi et partisans des nouvelles autorités installées par l'armée après la destitution et l'arrestation de l'ex-chef de l'Etat le 3 juillet. leexpress.fr 18.08

Commentaire.

Je n'en sais pas suffisamment sur ces "*comités populaires*" pour m'exprimer. On peut se demander quand même si les militaires ne craignent pas qu'ils se retournent contre eux ? Par contre je n'ai aucune confiance dans Tamarod, je me demande qui tire les ficelles, un pan de la bourgeoisie égyptienne, l'Arabie saoudite, les Américains ?

## Un article L'Expansion.com avec AFP du 18 août 2013

### Grèce: reprendre les expulsions pour sauver les banques? (19.08)

Le ministre grec des finances défend la reprise des ventes aux enchères de maisons hypothéquées, mettant en garde contre un "écroulement des banques", ébranlées par leurs créances douteuses.

Le ministre grec des Finances Yannis Stournaras a défendu dimanche la nécessité de mettre fin à une mesure protégeant les petits propriétaires ayant bénéficié des prêts immobilier, mettant en garde contre "un écroulement des banques" si elle était maintenue.

Adoptée pour des raisons sociales en 2010, lors du début de la crise de la dette, cette mesure prévoit la suspension de la vente aux enchères de certaines catégories d'habitations faisant l'objet d'hypothèques sur des prêts immobiliers accordés par les banques. Elle doit être levée d'ici la fin 2013. Le ministère est en train d'élaborer une loi pour lever cette disposition sous certaines conditions, ce qui provoque une polémique au sein même du gouvernement, certains députés réclamant son prolongement.

59,6 milliards de créances douteuses

"On ne peut pas se permettre de rien faire, sinon les banques vont s'écrouler", a affirmé M. Stournaras à Realnews, cité par l'agence de presse grecque (Ana, semi-officielle).

Les emprunts immobiliers constituent une large part des créances douteuses des banques grecques, qui sont montées à 29% des créances totales après six années de récession dans le pays.

La fin de la suspension des ventes aux enchères, qui profite aux propriétaires d'un seul bien immobilier servant de résidence principale, est nécessaire selon le ministère pour parer aux pertes importantes des banques provenant de prêts non remboursés en raison de la crise. Selon le quotidien libéral grec Kathimérini de dimanche, les créances douteuses des banques s'élèvent à 59,6 milliards d'euros dont 30 milliards proviennent de prêts aux entreprises, 16,8 milliards de crédits immobilier et le reste de prêts à la consommation.

Toujours selon ce journal, le nombre de ventes aux enchères entre 2009 et 2012 a chuté de 50%, alors que la fin de la suspension devrait permettre la vente de 110.000 habitations.

Bradage ou sauvetage de l'immobilier?

Outre l'opposition de gauche, même certains députés de la coalition gouvernementale droite-socialistes, s'opposent à la levée de la mesure qui est contre "le petit propriétaire", selon eux, et entraîne le "bradage" de l'immobilier "à des fonds étrangers".

Mais le ministère rétorque que sans la levée de la mesure, le secteur de l'immobilier, qui était avant la crise un moteur important de l'économie du pays, va définitivement dégringoler, vu la chute des prix déjà enregistrée d'environ 30% depuis 2010. "La question est très importante et il faut évaluer tous les facteurs économiques et sociaux", a indiqué un communiqué ministériel dimanche en réponse aux nombreux articles de la presse grecque sur le sujet.

"Il n'y a pas de solution facile (...) il faut faire en sorte de ne pas porter un coup à ceux qui ne peuvent pas répondre à leurs obligations en raison de la conjoncture économique mais en même temps il ne faut pas affecter le crédit immobilier car cela aurait des répercussions sociales et économiques négatives", a indiqué ce communiqué.

Le taux de propriété en Grèce est l'un de plus élevés en Europe. Plus de 70% des Grecs possèdent leur habitation.

### Complément de Reuters du 17 août

L'Union européenne et le Fonds monétaire international, bailleurs de fonds d'Athènes qui ont dépensé quelque 38 milliards d'euros pour sauver les banques grecques, font pression sur le gouvernement du conservateur Antonis Samaras pour qu'il prenne de mesures afin d'assainir le bilan des établissements financiers.

Mais plusieurs parlementaires issus de la coalition bipartite au pouvoir, alliant conservateurs et socialistes, sont opposés aux saisies dans un contexte de chômage record et de salaires en chute libre.

*"Les gens prendront les armes (...). Un marché immobilier qui s'effondre vaut mieux qu'une guerre civile",* a déclaré récemment l'élue conservatrice Sophia Voultepsi.

Onze autres élus du parti conservateur Nouvelle démocratie d'Antonis Samaras et du parti socialiste Pasok sont ouvertement favorables à l'extension du blocage, rapporte le journal Eleftherotypia.

Yannis Stournaras répond que des mesures seraient prises pour protéger les plus pauvres. *"Il y aura des critères sociaux et économiques pour protéger les personnes vraiment dans le besoin."*

Le gouvernement Samaras n'a que cinq sièges de majorité à la Vouli, le parlement monocaméral de 300 membres.

Le gel concerne actuellement les primo-acquisitions d'une valeur inférieure à une fourchette de 300.000 à 495.000 euros, en fonction du statut marital et familial des propriétaires.

## Un article liberation.fr du 21 août 2013

### La CIA reconnaît avoir orchestré le coup d'Etat iranien de 1953 (22.08)

Soixante ans après le coup d'Etat qui a renversé le Premier ministre iranien Mohamed Mossadegh, le 18 août 1953, la CIA reconnaît pour la première fois avoir orchestré ce putsch dans des documents récemment déclassifiés. Les Archives de la sécurité nationale ont publié lundi sur leur site plusieurs documents internes, notamment le rapport d'un historien de l'agence américaine du renseignement datant des années 1970. Un groupe de chercheurs de l'université George Washington a obtenu ces documents grâce à la loi sur la liberté des informations, obligeant les agences fédérales américaines à transmettre leurs documents internes à quiconque en fait la demande.

*«Le coup d'Etat militaire qui a renversé Mossadegh et son cabinet de Front national a été mené sous la direction de la CIA dans un acte de politique étrangère»,* est-il écrit dans ces documents. Les Etats-Unis avaient en effet décidé d'appuyer le Royaume-Uni, placé dans une situation délicate après la nationalisation en 1951 de l'Anglo-Iranian Oil Company, l'ancêtre de BP, par Mohamed Mossadegh. Washington craignait à l'époque que les Soviétiques n'envahissent l'Iran, dans un contexte de guerre froide. *«Non seulement le pétrole iranien aurait alors été irrémédiablement perdu pour l'Ouest, mais la chaîne de défense autour de l'Union soviétique, une composante de la politique étrangère américaine, aurait été rompue»,* justifient les auteurs des rapports.

Les Etats-Unis ont orchestré le renversement de Mohamed Mossadegh lors d'une opération secrète dont le nom de code était TPAJAX. Le complot, reposant sur des collaborateurs locaux, consistait notamment à affaiblir le Premier ministre par une campagne de propagande, à forcer le chah à coopérer, à soudoyer les membres du Parlement iranien et à organiser des manifestations, rapporte le magazine américain Foreign Policy. Après le coup d'Etat, le chah Mohammad Reza Pahlavi fut mis sur le trône et demeura un proche allié de Washington jusqu'à son renversement lors de la révolution islamique de 1979.

Un secret de polichinelle

Le rôle de la CIA dans ce putsch, un secret de polichinelle depuis des années, hante toujours les relations entre les Etats-Unis et l'Iran. La secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright, pour tenter d'améliorer les relations avec Téhéran, avait déjà admis en 2000 que les Etats-Unis avaient *«joué un rôle significatif»* dans le renversement de Mossadegh. Et d'ajouter qu'il s'agissait d'un *«revers pour le développement politique de l'Iran»*. Le président Barack Obama avait lui aussi reconnu le rôle des Etats-Unis lors de son discours au Caire en 2009.

Néanmoins, la position est toute autre au Royaume-Uni, qui a lui aussi participé à l'orchestration de ce putsch. Les documents révèlent ainsi que les Britanniques ont empêché leurs alliés de déclassifier ces *«informations embarrassantes»* dans les années 1970. Bien que l'ancien ministre des Affaires étrangères anglais Jack Straw ait publiquement reconnu en 2009 les *«interférences»* du Royaume-Uni dans la vie politique iranienne du XXe siècle, le gouvernement britannique s'est refusé lundi à confirmer son implication dans le coup d'Etat, rapporte le Guardian.

Un certain nombre de documents concernant le coup d'Etat de 1953 sont aujourd'hui encore classifiés. Malcolm Byrne, le directeur adjoint des Archives de la sécurité nationale, a appelé les autorités américaines à publier le reste des rapports sur cette affaire. *«Il n'y a plus de raison valable à garder secret un épisode si important de notre histoire récente»,* a-t-il expliqué lundi. *«Etouffer ces détails ne fait que dénaturer l'Histoire et participe à la création de mythes de chaque côté»,* conclut-il. L'administration américaine, qui a précédemment exprimé ses regrets au sujet de ce putsch, n'a jusqu'ici jamais présenté d'excuses officielles.

Commentaire.

Hier encore les médias aux ordres parlaient de théorie du complot ou ne reconnaissait qu'à demi-mot l'implication de la CIA dans ce coup d'Etat, et voilà que la CIA le confirme pour qu'ils parlent d'un "secret de polichinelle".

Libération, un journal de "*gauche*", sans rire, appartient à Rothschild qui était directement impliqué dans ce putsch et en tirera profit en obtenant des concessions pétrolières en Iran, un "*secret de polichinelle* !

Boycottez les médias nationaux !

## Un article AFP du 20 août 2013

### Retour des dérivés de crédits risqués, "virus" de la crise financière. (22.08)

Les dérivés de crédits risqués font leur retour aux Etats-Unis après avoir quasiment disparu pendant la crise financière qu'ils ont contribué à créer, mais ils sont désormais adossés sur les prêts crédits aux entreprises et non plus sur l'immobilier résidentiel.

Ces produits financiers (Collateralized Debt Obligation, ou CDO) que le milliardaire Warren Buffett avait qualifiés "*d'armes financières de destruction massive*", étaient jusqu'à la crise très populaires et massivement adossés à des prêts hypothécaires américains, notamment à des prêts "*subprime*", octroyés à des ménages insolvables.

Lorsque la bulle immobilière américaine a explosé en 2007, la valeur de ces titres dérivés s'est effondrée, entraînant des milliards de dollars de pertes pour les investisseurs et propageant la crise financière la plus grave depuis 1929.

De 520 milliards de dollars en 2006, le marché des CDO a fondu à 4,3 milliards de dollars en 2009.

Le marché des CDO a donc de facto disparu. Il a dans une certaine mesure remplacé par les "*CLO*" ou "*Collateralized Loan Obligation*", des dérivés de crédits également, mais adossés à des prêts aux entreprises.

*"Il y a un redressement du marché mais il est très loin de retrouver les volumes atteints avant la crise"*, nuance Campbell Harvey, professeur de finance à l'université de Duke.

Une porte-parole de l'organisation sectorielle Loan Syndication and Trading association (LSTA) explique qu'il y a eu 50 milliards de dollars de CLO émis depuis le début de l'année aux Etats-Unis" avec 70 milliards attendus pour l'ensemble de 2013, pour un total de 100 milliards de dollars dans le monde entier.

L'activité en Europe est beaucoup plus marginale, avec seulement "*6 milliards de dollars de CLO depuis le début 2013*", ajoute la LSTA.

Goldman Sachs, Morgan Stanley, Barclays et Citigroup font partie des banques les plus actives sur ce créneau. Citigroup a notamment structuré une vingtaine de contrats de CLO depuis le début de l'année.

Pour Ruben Marciano, trader de la Société Générale, les banques françaises par exemple ne sont "*pas très friandes de ce genre de produits, elles ont été un peu traumatisées pendant la crise*".

Doper les rendements des fonds spéculatifs

Les CLO fonctionnent chacun comme une petite entreprise, avec d'un côté du bilan les crédits de sociétés auxquels ils sont adossés, et de l'autre des "*tranches*" achetées par des investisseurs, dont le rendement varie en fonction du risque.

La tranche "*junior*" ou "*equity*" est la plus risquée: c'est elle qui encaisse les pertes des premiers éventuels défauts de paiement. Elle est donc très prisée des fonds spéculatifs qui veulent doper leurs rendements. "*Les taux d'intérêt sont encore relativement bas, on emprunte pour peu cher alors les gens recherchent encore le risque*", explique Ruben Marciano, même si les taux ont remonté ces derniers jours.

Vient ensuite la tranche dite "*mezzanine*" puis la tranche "*senior*", la moins risquée, prisée des assureurs et des banques.

Le problème est qu'avant la crise, les tranches senior de beaucoup de produits structurés immobiliers bénéficiaient d'excellentes notes de la part des agences de notations, et que des investisseurs les ont achetées les yeux fermés. Sans parler des banques qui décrivaient de façon douteuse des produits bien plus risqués qu'elles ne l'avouaient à leurs clients.

*"Mais quand tous les actifs sont corrélés, à l'instar des prêts hypothécaires tous liés au même marché immobilier, plus rien n'est sûr, même la tranche senior", explique un analyste spécialisé d'une grande banque britannique.*

Pour lui, les CDO eux-mêmes ne sont pas risqués tant que les actifs sélectionnés ne sont pas tous corrélés au même marché, mais les CLO sont plus sûrs car ils regroupent des prêts à des entreprises de différents secteurs, dont les risques évoluent différemment.

L'analyste souligne en outre que les acheteurs de ces produits sont désormais prudents et tendent à embaucher des spécialistes indépendants pour évaluer les CLO, sans se reposer sur les agences de notation.

Si les CDO adossés à des prêts hypothécaires ont disparus, Ruben note qu'il reste un marché secondaire actif depuis la crise.

*"Il y a des gens qui ont acheté des titres de mauvaise qualité très dévalués et comme tous n'ont pas fait défaut, certains ont gagné beaucoup d'argent".*

## Un article Reuters du 20 août 2013

### Affaire Snowden: le Guardian dénonce les pressions de Londres. (22.08)

Les autorités britanniques ont obligé le Guardian à détruire des documents confidentiels fournis par Edward Snowden, a révélé mardi le rédacteur en chef du quotidien, tout en qualifiant l'initiative d'"*inutile*" si elle visait à l'empêcher d'enquêter sur les programmes de surveillance américain et britannique.

Dans un éditorial publié mardi, Alan Rusbridger estime que la liberté de la presse est menacée en Grande-Bretagne au vu de cet épisode "*étrange*" survenu il y a un mois, auquel s'est ajoutée dimanche l'interpellation à l'aéroport londonien de Heathrow de David Miranda. Ce dernier est le compagnon brésilien du journaliste Glenn Greenwald, à l'origine de la publication des documents confidentiels dérobés par Edward Snowden.

L'avocate de David Miranda, Gwendolen Morgan, a annoncé mardi que son client avait intenté une action en justice pour demander que soient examinées les bases juridiques de son interpellation. Il souhaite aussi empêcher les autorités britanniques d'examiner les documents qui lui avaient été confisqués.

*"Nous avons demandé des garanties qu'il n'y ait aucune inspection, copie, divulgation, transfert, ou interférence de quelque manière que ce soit avec les documents de notre client, en attendant une décision sur le réexamen (de son arrestation)", a-t-elle dit.*

David Miranda a été interpellé en vertu de l'article 7 d'une loi antiterroriste de 2000, permettant à la police d'arrêter et d'interroger des personnes en transit dans les ports ou aéroports si elle les soupçonne de préparer des actes terroristes en Grande-Bretagne.

*"Cette loi ne devrait pas être donnée aux policiers", a déclaré David Miranda au Guardian après son retour au Brésil. "Ils l'utilisent pour avoir accès à des documents ou des individus auxquels ils ne peuvent pas avoir accès par la voie juridique, via les tribunaux ou les juges. C'est un total abus de pouvoir."*

David Miranda a été relâché sans aucune charge. Son ordinateur portable, son téléphone et des clés USB lui ont été confisqués.

La police britannique a répondu mardi aux critiques sur son interpellation, en déclarant qu'elle était "*légalement fondée*".

Le Home Office (ministère de l'Intérieur) a quant à lui publié un communiqué expliquant qu'il était "*de son devoir de protéger le public et la sécurité nationale*".

*"Si la police pense qu'un individu est en possession d'informations volées hautement sensibles qui pourraient aider des terroristes, elle doit agir et la loi lui fournit un cadre pour cela. Ceux qui s'opposent à ce genre d'action doivent réfléchir à ce qu'ils excusent", a-t-il ajouté.*

Le Guardian, pour qui travaille Glenn Greenwald, s'est dit "*effaré*" par cette arrestation et le Parti travailliste s'est demandé comment les autorités pouvaient justifier le recours à l'article 7 dans le cas de Miranda.

Glenn Greenwald a déclaré lundi que Londres allait "*regretter*" cette initiative et promis de diffuser de nouveaux documents confidentiels piratés par Edward Snowden, actuellement réfugié en Russie.

Dans son article, Alan Rusbridger écrit que le gouvernement britannique a menacé il y a un mois son journal de poursuites judiciaires si celui-ci n'acceptait pas de détruire ou de restituer la copie des documents piratés qu'Edward Snowden avait remis à son journaliste Glenn Greenwald.

*"Vous vous êtes bien amusés. Maintenant, nous voulons que vous nous rendiez le matériel",* lui a déclaré alors un fonctionnaire du gouvernement.

Le Guardian a finalement obtempéré et procédé à la destruction des documents en présence de représentants des services britanniques d'écoutes (GCHQ), le pendant britannique de l'Agence américaine de sécurité (NSA).

Alan Rusbridger, qui ironise sur le caractère décalé de cette opération de destruction de disques durs "*à l'ère numérique*", promet que le Guardian poursuivra son travail journalistique sur les documents révélés par Edward Snowden.

En transit à Londres au moment de son arrestation, David Miranda revenait d'un voyage à Berlin où il a rendu visite à Laura Poitras, une réalisatrice américaine contactée par Snowden plusieurs mois avant les premières révélations publiques sur l'étendue du programme de surveillance électronique des Etats-Unis. Celle-ci a cosigné plusieurs articles sur Snowden pour le Washington Post et l'hebdomadaire allemand Der Spiegel.

Commentaire.

On en rigole, le gouvernement britannique et ses services secrets en proie à une crise d'infantilisme, les documents qu'ils ont détruits doivent avoir été copiés une multitude de fois et doivent être en possession de plusieurs personnes à travers le monde, ils ne pourront pas empêcher leur divulgation sauf si leurs propriétaires en décidaient autrement évidemment. Ils sont pitoyables, impuissants !

## Un article francetv.info des 20 et 21 août 2013

### Plusieurs articles sur la situation en Egypte (22.08)

#### - Egypte : Al-Sissi, un général imprévisible au sommet du pouvoir - francetv.info

Il est le nouvel homme fort de l'Egypte. Le général Abdel Fattah Al-Sissi, chef des armées et ministre de la Défense, est celui qui a mis en place le gouvernement de transition après avoir destitué Mohamed Morsi en juillet. C'est sous sa direction que les forces de l'ordre sont intervenues, mercredi 14 août, pour réprimer dans le sang les pro-Morsi. L'avenir du pays, menacé de guerre civile, est entre ses mains. Qu'en fera-t-il ? Il est difficile de le dire, tant l'homme semble imprévisible. Portrait.

Un fervent musulman désigné par Morsi

Cela semble inconcevable aujourd'hui, mais c'est Mohamed Morsi, président islamiste élu démocratiquement en juin 2012, qui a fait passer le général Abdel Fattah Al-Sissi de l'ombre à la lumière, en le désignant ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée. Morsi pense alors faire "un bon choix", raconte La Croix : "*Sissi a une réputation de grande piété, une vision conservatrice de l'islam, et sa femme est voilée.*" De plus, "l'un des cousins de son père, Abbas Al-Sissi, a été en son temps une grande figure de la confrérie [des Frères musulmans]."

Tout laissait donc croire que le pieux général de 58 ans allait être celui qui rendrait l'armée plus proche des islamistes. Juste après la chute de Moubarak, il avait créé la polémique en défendant les tests de virginité pratiqués par les militaires sur les manifestantes arrêtées. Au moment de sa nomination, certaines rumeurs ont même laissé entendre qu'il était une taupe islamiste au sein de l'armée. Au début de son mandat, "*il surprit certains en ouvrant les portes des écoles militaires aux islamistes – ce qu'avaient banni les régimes antérieurs, farouchement hostiles aux intégristes*", rappelle Le Figaro.

L'artisan du coup d'Etat du 3 juillet

Quelques mois après sa nomination, les événements prennent cependant une tournure imprévue. En novembre 2012, le président Morsi décide de modifier la Constitution pour s'attribuer les pleins pouvoirs. C'est un tollé dans la population, et le pays est secoué de manifestations monstres. Abdel Fattah Al-Sissi tente alors d'organiser une table ronde entre l'opposition et le pouvoir. Mais Morsi s'y refuse au dernier moment. "Pour le général Sissi, c'est un affront personnel, qui marque aussi la volonté de la confrérie de marginaliser l'armée", relate La Croix.

Ces événements marquent le début d'une opposition avec le pouvoir, qui aboutira à la décision de l'armée, le 1er juillet, de donner un ultimatum au président : 48 heures pour "*satisfaire les revendications du peuple*". Le soir même de cette annonce, le général Abdel Fattah Al-Sissi envoie des hélicoptères militaires déployant le drapeau national au-dessus du Caire, en signe de soutien aux manifestants. Puis, deux jours plus tard, on le voit s'exprimer à la télévision. Sans laisser apparaître une émotion, il annonce la suspension de la Constitution, la destitution de Mohamed Morsi et déploie la feuille de route préparée par l'armée pour sortir de la crise. Abdel Fattah Al-Sissi devient l'homme fort de l'Egypte après un coup d'Etat qui ne dit pas son nom. Il nomme une personnalité de son choix, le juge Adly Mansour, à la présidence, pour installer un gouvernement de transition.

Le commanditaire de la répression, admirateur de Nasser

Les Frères musulmans n'acceptent pas cette prise de pouvoir et, le 14 août, le divorce est définitivement acté. Abdel Fattah Al-Sissi ordonne la dispersion des camps pro-Morsi au Caire. La répression menée par son armée fait des centaines de morts. S'il continue d'être perçu par de nombreux Egyptiens comme "l'homme providentiel" selon Libération, son comportement commence à susciter de nombreuses interrogations à l'étranger. "*Le personnage est extrêmement versatile*", confie une source officielle française au JDD. "*Qui peut assurer que cet homme-là redonnera un jour le pouvoir aux civils ?*", s'interroge Alexandra Schwartzbrod dans Libération.

Le doute plane surtout sur son positionnement vis-à-vis des Etats-Unis, le pays le plus à même d'infléchir la politique égyptienne pour éviter la guerre civile. "*Vous avez tourné le dos aux Egyptiens, ils ne l'oublieront pas*", a lâché Sissi à l'encontre des Américains dans une rare interview au Washington Post (lien en anglais), après la destitution de Mohamed Morsi. Selon le site israélien DebkaFiles, cité par le JDD, il a refusé de prendre au téléphone le président Obama mercredi 14 août au soir. Formé dans une académie militaire britannique avant de rejoindre, comme de nombreux officiers égyptiens, l'Ecole de guerre américaine en 2006, le général Al-Sissi reste un fervent admirateur de la période des officiers libres et de leur chef, Gamal Abdel Nasser (qui a dirigé le pays de 1954 à 1970).

Plus inquiétant encore, comme l'explique France24, des écrits publiés par Al-Sissi en 2006 ont pris un nouvel écho : les autocrates de la région ont des "*raisons valables*" de se méfier "*d'un contrôle de leur régime par le vote populaire*", avançait-il dans l'introduction d'une réflexion sur "*La Démocratie et le Moyen-Orient*".

### **- Egypte: les autorités portent un rude coup aux Frères musulmans - AFP**

Le pouvoir installé par l'armée en Egypte, engagé dans une féroce répression contre les Frères musulmans du président destitué Mohamed Morsi, a porté un rude coup mardi à la confrérie en arrêtant son Guide suprême qui sera jugé dimanche pour "*incitation au meurtre*".

L'arrestation de Mohamed Badie et sa mise en détention provisoire pour 15 jours est le dernier d'une série de revers infligés par les autorités au mouvement islamiste engagé depuis six jours dans une épreuve de force extrêmement sanglante avec les forces de l'ordre ayant fait près de 900 morts en majorité des manifestants pro-Morsi.

Après l'arrestation de M. Badie, les Frères ont nommé Mahmoud Ezzat Guide par intérim. Ce dernier "*a la réputation d'être un faucon*", note Karim Bitar, directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS). "*Il pourrait s'agir d'un signal envoyé, montrant qu'on peut répondre à l'autoritarisme par un autre autoritarisme*".

L'un des dirigeants de la coalition pro-Morsi a affirmé à l'AFP qu'une "*énorme manifestation*" était prévue vendredi pour poursuivre la mobilisation contre la destitution et la détention le 3 juillet par l'armée de M. Morsi.

Ces derniers jours, les islamistes ne sont toutefois pas parvenus à réunir les cortèges de manifestants qu'ils appellent à manifester quotidiennement. Mais les images diffusées en boucle par les télévisions locales, acquises à la cause de l'armée et vantant la méthode forte contre le "*terrorisme des Frères musulmans*", montrant M. Badie, l'air prostré, habillé d'une simple gallabeya, la longue tunique traditionnelle, pourraient attiser la colère de ses partisans.

M. Badie, 70 ans, a été arrêté avant l'aube dans un appartement de la capitale puis transféré à la prison de Tora au Caire, où se trouvent ses deux adjoints, Khairat al-Chater et Rachad Bayoumi, avec lesquels il sera jugé dimanche pour "*incitation au meurtre*" de manifestants anti-Morsi.

Arrestation pour "*incitation à la violence*"

La Maison Blanche a critiqué mardi cette arrestation, estimant que le gouvernement avait trahi par cette action "*son engagement à un processus politique rassembleur*".

Rien ne semble arrêter l'armée dans sa répression des Frères musulmans qui avaient remporté coup sur coup depuis 2011 les premières législatives puis présidentielle libres du pays, ce qui fait planer la menace d'un retour des islamistes à la clandestinité et une radicalisation de certains d'entre eux comme lors des années 1990 émaillées d'attentats sanglants.

### **- Aide américaine suspendue: Le Caire menace Washington, les Etats-Unis démentent - Lexpress.fr**

Le Premier ministre égyptien a prévenu mardi les Etats-Unis qu'ils commettraient une erreur s'ils suspendaient leur aide militaire annuelle de 1,3 milliard de dollars, affirmant que Le Caire pourrait se débrouiller sans.

Si Washington devait geler ou couper son assistance militaire à l'Egypte, "*cela serait un mauvais signal et cela affecterait l'armée pendant un certain temps*", a déclaré le chef par intérim du gouvernement égyptien, Hazem Beblawi, dans un entretien à la télévision américaine ABC News.

Mais "*n'oublions pas que l'Egypte a vécu avec le soutien militaire de la Russie et que nous avons survécu. Ce ne se serait donc pas la fin du monde et nous pouvons vivre dans des circonstances différentes*", a-t-il mis en garde.

Ces déclarations surviennent en pleine campagne de lobbying de parlementaires et d'ONG aux Etats-Unis pour que l'administration de Barack Obama cesse d'aider les autorités égyptiennes en raison de la répression sanglante des manifestations des supporters de l'ancien président destitué par l'armée, Mohamed Morsi.

Le gouvernement américain a formellement démenti mardi avoir suspendu cette assistance.

Hazem Beblawi a dit regretter les actuelles tensions entre son pays et Washington, qui a jugé "*lamentable*" la répression par les forces de sécurité égyptiennes. "*Il y a beaucoup d'incompréhension et je suis sûr que le temps passera et sera bénéfique*" à l'Egypte et aux Etats-Unis, a dit le responsable.

A l'instar de la diplomatie américaine qui refuse de parler de "*guerre civile*" en Egypte, le Premier ministre égyptien a également assuré "*ne pas craindre une guerre civile*" dans son pays, lequel avance "*dans la bonne direction*".

#### **- Premier contact Al-Sissi/Régime Assad, Riyad en colère. - <http://french.irib.ir>**

Une délégation militaire égyptienne de haut rang vient d'arriver en Syrie chargée par le ministre égyptien de la Défense Al Sissi de coordonner les efforts de guerre Damas /Le Caire pour "*une lutte plus efficace contre les Frères musulmans*".

Selon Dampress qui rapporte cette information, les coordinations sécuritaires entre les services du renseignement égyptiens et syriens iraient croissant avec pour l'objectif l'échange de renseignement, la coordination des opérations et de lutte anti salafisme, anti frérisme. Cette visite une première depuis 2011 intervient alors que le nouveau gouvernement égyptien vient d'arrêter plusieurs membres syriens des frères musulmans sur son territoire et que la Syrie en a fait autant pour quelques membres égyptiens des Frères actifs sur son territoire.

Selon ce rapport, cette amorce de coopération entre le Caire et Damas a provoqué le mécontentement de Riyad, mais Al Sissi fait bloc et affirme noir sur blanc à ses soutiens saoudiens que ce sont les intérêts suprêmes de l'Egypte qui sont en jeu et qui exigent que les deux pays Syrie et Egypte développent leurs coopérations sécuritaires et que surtout ces coopérations soient coordonnées. Le ministre syrien de la Défense s'est aussi entretenu avec son homologue égyptien Al Sissi. Al Sissi n'a pas fait de mystère de son intention de voir les "*deux armées égyptienne et syrienne combattre ensemble les terroristes*".

## Un article AFP du 21 août 2013

### Colombie: les paysans bloquent des routes pour obtenir de l'aide (23.08)

Une trentaine de routes en Colombie étaient bloquées jeudi par des paysans qui ont lancé lundi un mouvement social illimité pour obtenir des aides et un meilleur accès à la propriété foncière, selon la police.

Plus de 200.000 paysans, selon leurs leaders, étaient mobilisés et avaient installé des campements au bord de nombreuses routes, dont ils bloquaient ou ralentissaient la circulation.

Les provinces les plus affectées, parmi les onze concernées, étaient celles de Nariño (sud-ouest) et Boyaca, près de Bogota, par où transite une bonne partie de l'approvisionnement alimentaire destiné aux 7,3 millions d'habitants de la capitale. Une marche pacifique d'un millier de paysans bloquait la route reliant Bogota et Tunja, capitale de Boyaca.

Les manifestants bloquaient également dans la matinée plusieurs routes des provinces de Cundinamarca (centre), Putumayo (sud), Arauca (est) et Antioquia (nord-ouest). Les poids lourds étaient particulièrement visés.

Des dizaines de milliers d'agriculteurs et d'éleveurs ont lancé depuis quatre jours un mouvement illimité avec manifestations, rassemblements et barrages routiers dans l'ensemble de la Colombie. Des mineurs indépendants et plusieurs syndicats de chauffeurs routiers et d'employés des secteurs de la santé et de l'éducation sont venus mardi grossir leurs rangs avec d'autres revendications.

Jusqu'à mercredi, un total de 82 policiers et un nombre indéterminé de manifestants ont été blessés dans des heurts sporadiques. La police a, de son côté, indiqué avoir interpellé 98 protestataires.

Les paysans entendent obtenir l'ouverture de négociations avec le pouvoir et réclament l'établissement de prix planchers pour certains produits ainsi que la baisse des prix des intrants agricoles. Les petits agriculteurs demandent aussi des garanties en matière d'accès à la terre et de constitution de réserves paysannes, sortes de communautés autonomes, une politique favorable aux mineurs de petites exploitations, ainsi que de meilleurs services publics dans les campagnes.

Le ministre de l'Intérieur Fernando Carrillo a assuré jeudi que le gouvernement était "*prêt*" à dialoguer avec les paysans de Boyaca, mais a posé comme préalable "*la fin des barrages et la suspension de la violence*", sur l'antenne de la radio privée Blu.

La veille, les initiateurs du mouvement avaient toutefois rejeté toute négociation régionale et exigé des pourparlers au niveau national. Ils doivent rencontrer jeudi le président du Sénat Juan Fernando Cristo pour une première prise de contact avec les autorités, a annoncé à l'AFP Eberto Diaz, porte-parole de la Table nationale de dialogue agraire, qui coordonne ce mouvement d'une durée illimitée.

## Un article publié par mondialisation.ca du 21 août 2013

### Le Sinaï : Base américaine ? (23.08)

Les discussions vont bon train dans les centres d'études US, les séminaires et ateliers sur le Sinaï et son importance stratégique. Certains chercheurs en arrivent à deux équations possibles qui se résumeraient à dire que la sécurité d'Israël dépend du Sinaï non du Golan syrien, et que la sécurité des gazoducs et oléoducs dépend du Sinaï non de Homs en Syrie. D'autres planchent sur l'importance stratégique comparée entre Al-Qusayr en Syrie et le Sinaï en Égypte et, tenant compte des frontières terrestres et maritimes des deux pays, en arrivent à dire que le Sinaï est stratégiquement plus important que la Syrie.

Habituellement, une telle focalisation des centres de recherche sur un sujet donné n'est pas sans finalité et ne consiste pas à se contenter d'échanger les points de vue, réagir, ou exagérer un événement sécuritaire ou politique ; d'autant plus que les organisateurs de ces workshops sont aussi les décideurs en la matière.

Les diverses études ainsi menées donnent pléthore d'informations importantes sur le Sinaï, l'accent étant particulièrement porté sur sa géographie offrant à la fois des zones côtières, des zones montagneuses, et de vastes zones désertiques vides de population répondant, par conséquent, aux conditions requises par le Pentagone pour l'établissement de bases militaires fixes.

En effet, un demi-million d'habitants répartis sur 60 000 kilomètres font que la superficie de cette région est trente fois supérieure à celle de Gaza alors que son peuplement est quatre fois inférieur. Autrement dit, le Sinaï est cent vingt fois moins densément peuplé que Gaza alors que sa superficie est égale à trois fois celle de toute la Palestine, à six fois celle du Liban ou des territoires occupés en 1967 et en 1948.

Par ailleurs, le Sinaï est traversé de gazoducs, actuellement en service, transportant le gaz égyptien vers la Jordanie via la Palestine et pourrait recevoir les gazoducs partant des Pays du Golfe vers la Méditerranée.

Géographiquement, le Sinaï tient les deux rives du golfe d'Aqaba faisant face au tiers de la côte saoudienne sur la mer Rouge et au détroit de Bab el Mandeb, débouché maritime des pays du Golfe vers les côtes du Yémen, de la Somalie, du Soudan, de l'Érythrée et de l'Éthiopie. Adjacent à l'une des deux rives du Canal de Suez, il tient aussi la Méditerranée, s'ouvre en profondeur sur l'Égypte par terre et par mer, et côtoie la Jordanie, Gaza et le Néguev. Autant d'atouts pour servir de base à des porte-avions, des missiles de croisière, des antimissiles Patriot, des stations de radars géants, des stations d'écoute et de communications par satellites, et aussi de base pour des forces terrestres états-uniennes qui pourraient atteindre les cent milles soldats avec la garantie de toujours rester complètement à l'écart de la population locale.

D'autres études se sont concentrées sur l'Histoire en remontant jusqu'à Abraham pour dire que le Sinaï est le berceau des civilisations et des religions. S'appuyant, entre autres, sur l'ouvrage de Kamal Salibi, elles rappellent que la Torah est née de la péninsule arabique et que les premiers fidèles du judaïsme, du christianisme et de l'islam y ont évolué, sans oublier la dynastie monothéiste des Hyxos qui les a précédés et a gouverné l'Égypte et les Bilad al-Cham [les Pays du Levant].

Il est improbable que ces études soient l'objet d'un tel regain d'intérêt au moment même où les équations régionales calculées et imposées par les États-Unis risquent de s'inverser vu la très rapide évolution de la situation égyptienne et le non effondrement de M. Bachar al-Assad et des piliers des institutions syriennes. Non, ces études remises à l'ordre du jour ne peuvent être fortuites, d'autant plus que les États-Unis sont sur le point d'adopter une nouvelle équation fondée sur moins de dispersion de leurs forces et un repli stratégique vers une nouvelle base plus lourde axée sur l'Asie et l'Afrique, avant de s'aventurer par un redéploiement sur les mers et océans.

En revanche il est plus que probable que les Services de sécurité et la politique des USA vont désormais concentrer leurs efforts sur le Sinaï. Cela pourra prendre des mois et même des années au cours desquelles ils testeront plusieurs options. Parmi ces options, transformer cette zone en refuge pour les différents réseaux d'Al-Qaïda sur lesquels les drones US pourraient continuer leur besogne, ou la transformer en refuge pour les Frères Musulmans ; lesquels, forts de leur continuité géographique avec leurs autres Frères à Gaza leur permettraient de lancer une guerre ouverte contre le chaos dans toute l'Égypte. Une autre option plus facilement réalisable serait d'exploiter toutes ces entrées ouvertes au chaos dont des opérations

fabriquées prétendument menaçantes pour Israël, notamment pour Eilat si proche, pour justifier leur mainmise directe sur le Sinaï au moyen de bases militaires gigantesques qui deviendraient le plus important porte avion US du monde.

Cette mainmise des États-Unis sur le Sinaï semble être devenue l'objectif stratégique du moment. À partir de là, il sera possible de compenser la perte des richesses pétrolières et gazières due à leur échec en Syrie. À partir de là, la sécurité d'Israël sera sous leur garde directe ainsi que celle de l'Asie, de l'Afrique et des pays du Golfe qui ne pourra pas échapper à leur vigilance. Ainsi, les États-Unis pourront dire qu'ils sont redéployés mais non vaincus !

Les yeux US sont braqués sur le Sinaï. Faisons-en autant, surtout les Égyptiens et leur Armée, maintenant que la mainmise sur le Sinaï risque de menacer la souveraineté de L'Égypte, laquelle souveraineté exige de se libérer des contraintes unilatérales imposées par « *les accords de Camp David* ».

Nasser Kandil - 13/08/2013

Article traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal

Article original : Top News

[http://www.topnews-nasserkandil.com/topnews/share.php?art\\_id=2106](http://www.topnews-nasserkandil.com/topnews/share.php?art_id=2106)

Nasser Kandil est libanais, ancien député et directeur de Top News-nasser-kandil

## Un article AFP du 23 août 2013

### La croissance chinoise piégée par le crédit facile (24.08)

La banque centrale du Brésil a annoncé dans la nuit de jeudi qu'elle allait consacrer plus de 50 milliards de dollars jusqu'à la fin de l'année à la défense du réal, attaqué sur les marchés, alors que la croissance du géant latino-américain bat de l'aile.

*"Avec pour objectif de fournir une couverture de change aux agents économiques et de la liquidité au marché des changes, la banque centrale du Brésil communique qu'elle va commencer, à partir de ce vendredi, un programme d'enchères de +swaps+ de changes et de vente de dollars avec promesse de vente", a-t-elle indiqué dans un communiqué.*

Depuis son "point haut" de la fin juillet (2,2571 dollars), le réal brésilien était tombé à 2,45 dollars cette semaine. En fin de journée vendredi, il était remonté de 3,2% à 2,35 réals pour un dollar.

*"Cette intervention a constitué un signal positif pour les marchés émergents", estime Luis Costa, analyste chez Citigroup. "Il prévient les investisseurs que les banques centrales des pays émergents réagissent plus agressivement et sont prêts à intensifier leur intervention pour stabiliser les marchés".*

Le Brésil fait partie, avec la Russie, l'Inde et la Turquie, des principales victimes du mouvement de défiance envers les grands pays émergents apparu depuis quelques jours sur les marchés.

Les investisseurs, souhaitant bénéficier de la remontée des taux d'intérêts aux États-Unis, rapatrient désormais massivement les sommes investies dans les pays émergents qui leur semblent présenter des fragilités structurelles.

*"Je pense que la position de la banque centrale est nécessaire étant donnée l'actuelle instabilité des marchés (...) Il faut récupérer la confiance des investisseurs", explique Wellington Ramos, de Austin Rating, agence basée à Sao Paulo.*

Pour défendre sa monnaie, le Banco central do Brasil proposera donc au marché 500 millions de dollars par jour les lundi, mardi, mercredi et jeudi, sous forme de "swaps". Le vendredi, la banque centrale organisera des enchères pour vendre (avec promesse de rachat) des lignes de crédit d'une valeur de 1 milliard de dollars.

A raison de 3 milliards de dollars offerts par semaine, la banque centrale consacrerait ainsi quelque 54 milliards de dollars à la défense de sa monnaie nationale.

Une croissance moins robuste qu'espéré

*"Si elle le jugeait approprié, la Banque centrale du Brésil réaliserait des opérations additionnelles", a-t-elle précisé.*

Ce programme durera au moins jusqu'à la fin décembre.

Une croissance moins robuste qu'espéré

L'instauration de cette nouvelle ligne de défense suit de quelques heures l'annonce que la croissance de l'économie brésilienne n'atteindra que 2,5% en 2013 et 4% en 2014.

*"Le gouvernement travaille sur ses prévisions pour 2014 et dans le rapport que nous allons publier ce mois-ci, nous allons réviser la croissance pour 2013 qui sera de 2,5%", a indiqué le ministre des Finances, Guido Mantega, lors d'un entretien publié sur le site internet du journal G1 de Globo.*

Pour 2014, la prévision de croissance du Produit intérieur brut (PIB) "était de 4,5% et va passer à 4%", a-t-il ajouté.

En décembre 2012, le ministre des Finances avait estimé que la croissance de l'économie brésilienne serait de 4% cette année et l'avait ensuite progressivement réduite pour la ramener, en juillet, à 3%.

Lors d'une précédente interview à la revue Vieja début août, Guido Mantega avait affirmé que le gouvernement était prêt à sacrifier la croissance pour lutter contre l'inflation.

*"Le gouvernement ne laissera jamais l'inflation devenir hors de contrôle même si cela signifiait une réduction du taux de croissance",* avait-il dit, en ajoutant: *"la pire chose pour le Brésil est l'inflation"*.

La Banque centrale a relevé son taux d'intérêt en juillet pour la troisième fois consécutive pour le porter à 8,5%. Une telle hausse permet de lutter contre la hausse des prix et la fuite des capitaux mais ralentit aussi la consommation et la croissance.

L'inflation est tombée à 6,27% sur douze mois en juillet, restant sous le plafond de 6,5% fixé par le gouvernement.

Commentaire.

Après avoir fait monter artificiellement les monnaies des pays émergents (sauf la Chine ou très peu), ils s'emploient à la faire chuter, c'est ce qui attend Wall Street et toutes les places boursières d'ici peu...

## Un article Reuters du 23 août 2013

### **Brésil: 50 milliards de dollars consacrés à la défense du réal (24.08)**

Le ralentissement de la croissance économique en Chine contraste avec la dynamique du crédit, faisant redouter qu'une partie des financements octroyés ne servent qu'à refinancer des projets à la rentabilité douteuse ou des entreprises moribondes.

Ces craintes sont alimentées par l'examen conduit par Reuters de portefeuilles de "trust loans", ces prêts accordés aux entreprises ou aux collectivités locales par des sociétés fiduciaires et qui enregistrent les plus forts taux de croissance parmi les instruments de financement de l'économie chinoise.

Sur la base de données acquises auprès de la société d'études spécialisée Use-Trust Studio, Reuters a pu établir que la moitié des "trust loans" émis en 2012 étaient utilisés pour refinancer des dettes antérieures et ne contribuaient pas directement à de nouveaux projets d'investissement.

Parmi les 1.166 "trust loans" émis en 2012 examinés, qui représentent 234 milliards de yuans, soit environ 8% des 3.000 milliards de yuans de ce type de produits émis l'année dernière, 4% seulement sont explicitement destinés à des opérations de refinancement.

Mais dans 37% des cas, les motifs invoqués sont le "*financement du fonds de roulement*", des "*besoins de trésorerie*" ou d'autres objectifs aussi vagues dont les spécialistes estiment qu'ils recouvrent en fait le refinancement de dettes antérieures. Dans 8% des cas, aucun détail sur l'utilisation des fonds n'était précisé.

Les taux proposés aux épargnants par les sociétés fiduciaires émettrices se situaient entre 9% et 12% l'an, sensiblement au-dessus des 5% à 7% des produits de placement proposés par les banques.

En tenant compte de la commission de 1% à 2% perçue par la société fiduciaire, les taux payés par l'emprunteur peuvent facilement atteindre 15% sur des prêts à un ou deux ans, deux fois plus que le coût d'un crédit bancaire. Des niveaux qui hypothèquent un peu plus encore la capacité de remboursement et peuvent alimenter une spirale de l'endettement.

Au-delà des collectivités locales, les entreprises de secteurs en surcapacité utilisent le marché des "trust loans" pour assurer leur survie.

Selon les données examinées par Reuters, 10% des concours consentis dans ce cadre étaient destinés à des entreprises de secteurs que les autorités chinoises ont identifiés comme étant en surcapacité.

"La croissance économique chinoise depuis 2009 a été alimentée par un boom du crédit disproportionné qui a laissé les collectivités locales et les entreprises d'Etat avec un grand nombre de dettes qu'elles ne peuvent rembourser" prévient Arthur Kröber, directeur général de GK Dragonomics, dans une récente note de recherche.

"Le risque d'un pourrissement à la japonaise est réel", poursuit-il en référence au maintien à flot d'emprunteurs insolubles par des banques japonaises elles-mêmes incapables de se recapitaliser, un phénomène qui a empêché l'assainissement de l'économie nipponne.

## **Un article Reuters du 28 août 2013**

### **Accord de libre-échange entre quatre pays d'Amérique latine (29.08)**

Le Mexique, la Colombie, le Pérou et le Chili, regroupés au sein de l'Alliance du Pacifique, ont annoncé avoir conclu un accord en vue de supprimer tous les droits de douanes en vigueur dans leurs échanges commerciaux.

*"On vous présente un accord (...) qui signifie qu'entre tous nos pays, il n'y aura plus de barrières commerciales pour tous les biens et services, et que nous allons pouvoir réunir le potentiel de ces nations",* a déclaré lundi Alfredo Moreno, ministre chilien des Affaires étrangères

Les droits de douanes seront immédiatement éliminés pour 92% des biens et services, lorsque l'accord entrera en vigueur entre les quatre pays, dont les produits intérieurs bruts (PIB) cumulés représentent un tiers de l'économie latino-américaine. Pour le reste des échanges, la plupart des droits de douane disparaîtront au cours des prochaines années.

L'accord, qui devrait être signé au cours du quatrième trimestre de cette année, prévoit cependant une solution à plus long terme pour des produits, principalement agricoles, qui représentent 1,4% des échanges commerciaux et pour qui les droits de douanes ne devraient pas être supprimés avant 2030.

## Un article lepoint.fr du 29 août 2013

### Le miracle japonais n'aura pas lieu . (29.08)

#### La dette publique japonaise atteindra 245 % du PiB fin 2013.

Le kyudo désigne au Japon l'art martial du tir à l'arc. Vieux de plusieurs siècles, le kyudo - merci, wikipédia - permet en théorie à celui qui le pratique, à travers la recherche du geste parfait alliant tension musculaire minimale et énergie spirituelle maximale, de s'élever vers la vérité, la beauté et la vertu. Ce n'est certes pas avec cet objectif, mais pour retrouver le chemin radieux de la croissance et de l'inflation, que Shinzo Abe, le Premier ministre élu en décembre dernier, a décoché ce qu'il a appelé les "*trois flèches*" de son programme économique.

Abenomics entend rompre avec les politiques menées antérieurement. Rupture monétaire d'abord, avec la mise sous tutelle de la banque centrale. Son nouveau gouverneur, Haruhiko Kuroda, s'est vu intimer l'ordre par le gouvernement de M. Abe de doubler la quantité de yens en circulation dans l'espoir de relancer la distribution de crédit, d'affaiblir le yen et de fabriquer de l'inflation.

Rupture budgétaire, ensuite, avec un programme de relance (80 milliards d'euros), dont près de la moitié pour de grands travaux d'infrastructures. Rupture dans le fonctionnement du secteur privé, enfin, avec des réformes structurelles visant à libéraliser le commerce, à rendre le marché du travail plus flexible, à accroître la concurrence, mais aussi à stimuler les hausses de salaire dans les entreprises et à assainir les finances publiques en taillant dans les dépenses sociales et en relevant fortement la TVA. Le tout, on l'aura compris, forme un ensemble au moins aussi déroutant que le théâtre nô, un mélange totalement inédit d'ultrakeynésianisme et d'ultralibéralisme.

Salué en Europe, notamment par François Hollande, qui y a vu la preuve qu'une autre politique que l'orthodoxie monétaire et budgétaire à l'allemande est possible, Abenomics a surtout été applaudi par les marchés financiers. L'indice Nikkei a gagné plus de 30 % depuis le début de l'année, dopé par le plongeon du yen (- 20 % face au dollar), qui bénéficie aux grandes entreprises exportatrices. Sur le plan de la croissance, après un premier trimestre plein de promesses (+ 0,9 %), le deuxième a déçu (+ 0,6 %). Quant à l'inflation, elle reste négative (- 0,4 % en juillet hors énergie et alimentation). Preuve que le Japon n'est pas encore sorti de la déflation (baisse des prix) dans laquelle il s'est installé depuis la fin des années 90. Et qui a des effets très négatifs sur la consommation, puisque les Japonais ne cessent de différer leurs achats dans l'espoir de prix toujours plus bas, un peu comme s'ils vivaient en permanence dans l'attente de nouvelles soldes.

S'il est encore un peu tôt pour juger de la réussite d'Abenomics, il n'est en revanche pas trop tard pour en souligner les dangers, comme vient de le faire le FMI. Celui de provoquer une brutale remontée des taux d'intérêt qui rendrait problématique le financement de la dette publique (elle atteindra 245 % du PIB fin 2013) et qui entraînerait des faillites bancaires en cascade (les banques japonaises détiennent des quantités phénoménales d'emprunts d'État). De sauveur providentiel Shinzo Abe se transformerait alors en grand fossoyeur.

La grande leçon qu'on peut d'ores et déjà tirer avec certitude des mesures extrêmes que constitue Abenomics est plutôt inquiétante pour nous, Occidentaux. À savoir qu'après l'éclatement d'une gigantesque bulle spéculative, comme le Japon en a subi une il y a maintenant vingt-trois ans, la route du redressement est longue. À la fin des années 80, la capitalisation boursière de Tokyo dépassait celle de Wall Street et, pour le prix d'un mètre carré dans le centre de Tokyo, on pouvait s'en offrir cent à Manhattan. A l'époque, Mitsubishi avait racheté le Rockefeller Center, Sony s'était emparé de Columbia et Mme Cresson évoquait la menace des "*fourmis*" nipponnes.

Mais la bulle a explosé au début des années 90, et le Japon ne s'en est toujours pas remis. Financièrement (la Bourse de Tokyo vaut le tiers de ce qu'elle valait en 1989). Économiquement : la croissance n'a jamais durablement redécollé malgré une capacité intacte d'innovations technologiques (le Japon dépose le tiers des brevets mondiaux). Et surtout moralement. Déprimé par sa rivalité avec la Chine, qui lui a ravi en 2010 le rang de deuxième économie mondiale, affaibli par le vieillissement de sa population (on y vend plus de couches pour personnes âgées que pour bébés), le Japon, au moins autant que la France, ce qui n'est pas peu dire, vit dans un déclinisme que les flèches d'Abenomics auront bien du mal à transpercer.

## Un article lepress.fr du 29 août 2013

### Syrie: pour la presse, la guerre d'Irak rattrape les dirigeants occidentaux. (29.08)

**L'opération en Syrie n'est plus aussi imminente qu'elle l'était mercredi. Etats-Unis, France et Royaume-Uni sont convaincus de sa nécessité, mais temporisent. Pour la presse anglo-saxonne, c'est une bonne chose.**

Après des réactions à chaud, les Occidentaux qui se disaient prêts à une opération rapide ont mis un coup de frein mercredi. La punition du régime de Bachar el-Assad reste nécessaire après l'attaque à l'arme chimique en Syrie, continuent de marteler Barack Obama et François Hollande, mais elle a été décalée. La presse américaine et britannique y voit plusieurs raisons.

"Obama ne veut pas y aller", affirme Fox News. Non seulement parce que le Président américain est parmi les plus réticents à entrer en guerre, mais aussi parce que l'opinion publique est clairement opposée à une nouvelle guerre au Moyen-Orient. "Nous sommes entrés en guerre cinq fois en 20 ans au Moyen-Orient pour sauver des vies musulmanes, et à chaque fois que nous le faisons nous ne recevons rien d'autre que de l'ingratitude en retour", estime Jonah Goldberg, éditorialiste pour la chaîne conservatrice.

Le Washington Post semble aussi incertain des motivations du Président américain, même s'il ne joue pas la carte de l'opinion. "Obama veut-il vraiment impliquer les Etats-Unis dans une nouvelle guerre au Moyen-Orient sans un débat au Congrès et son approbation explicite?" questionne le journal centriste. "Un conflit armé contre le gouvernement syrien, même à durée très limitée, ne fait clairement pas partie du rêve d'Obama", écrit E.J. Dionne Jr au lendemain du cinquantenaire du discours de Martin Luther King, "alors qu'il a été élu sur l'engagement ferme de retirer nos troupes d'Irak".

#### L'intervention en Irak à l'esprit

Le New York Times et plusieurs journaux britanniques s'appuient également sur le spectre de la guerre d'Irak pour saluer la soudaine prudence des Occidentaux. "Si l'administration Obama détient des preuves, elle doit les rendre publiques immédiatement. Compte tenu de l'échec de l'Amérique en Irak, où l'administration Bush est entrée pour combattre des armes nucléaires inexistantes, le standard des preuves est incontestablement plus élevé", estime le journal démocrate américain. Sans compter que "sans un large soutien international, une intervention pourrait donner à Bachar el-Assad des outils de propagande".

De l'autre côté de l'Atlantique, le Mirror voit aussi planer le fantôme irakien. Le Royaume-Uni doit-il attaquer la Syrie? Oui et non, répond le journal proche du parti travailliste. Il estime que le Labour a bien fait de faire reculer David Cameron et que "les deux leçons à tirer du désastre en Irak sont: premièrement, les inspecteurs de l'ONU doivent pouvoir faire leur travail et d'autre part, le droit international doit être du côté des nations qui attaquent".

#### Avoir une voix face aux USA

De son côté, le Guardian, de centre-gauche, parle de "retraite tactique" du Royaume-Uni. "Les relations sont tendues depuis 48 heures entre David Cameron et Ed Miliband (le chef de l'opposition britannique, nldr) pour une raison: les deux leaders sont hantés par le spectre de l'Irak et veulent échapper à son héritage. Cameron veut montrer qu'il respecte les Nations Unies en appliquant scrupuleusement la loi. Mais il veut aussi veiller à ne pas être paralysé par les actions de Tony Blair il y a 10 ans. De son côté, Miliband veut montrer qu'il est prêt à tenir tête à un président américain, même démocrate" analyse Nicholas Watt.

Pour The Independent, la question de l'opposition aux Etats-Unis est aussi capitale. "En Grande-Bretagne, le traumatisme de la désastreuse guerre en Irak a tout et rien changé. Les décisions concernant des interventions militaires contre des tyrans meurtriers sont toujours complexes. Au Royaume-Uni, elles sont encore plus compliquées parce que les dirigeants sont confrontés à un thème secondaire: oseront-ils s'opposer aux Etats-Unis?"

#### Une intervention utile?

L'opportunité d'une intervention militaire conjointe est largement discutée dans la presse américaine et britannique, mais l'utilité et les conséquences d'une telle attaque sont aussi abordées. *"Une attaque est risquée, illégale et peu susceptible d'aider"* écrit Slate. *"Le fait que bombarder soit rarement une manière optimale d'aider des populations n'est pas une raison pour ne pas le faire. La raison pour éviter une campagne de bombardements est que la recherche de la paix à long terme demande aux Etats-Unis de jouer le jeu."* Attaquer la Syrie résoudra-t-il le problème de ce pays déchiré? Certainement pas, estime Slate. *"Pour un problème insoluble comme celui de la Syrie, la bonne option est la plus sensée: ne pas commencer une guerre inutile et illégale"*.

Comment réagir, dans ce contexte? *"Même l'intervention la plus pétrie de nobles intentions peut s'avérer contre-productive dans cette région"*, estime le Huffington Post. *"Quand bien même elle s'inscrit dans une stratégie qui mènerait la Syrie à un accord politique pour mettre fin à la guerre, un raid aérien américain est un pari risqué qui pourrait l'exacerber et l'agrandir, le tout pour le gain modeste de sauver l'honneur du président"* Obama.

Pour les journalistes des deux côtés de l'Atlantique, le compromis politique est finalement le seul objectif à atteindre. *"Toute action, militaire ou autre, doit être adaptée pour aller vers un règlement politique entre le régime de Damas et l'opposition, la seule solution rationnelle du conflit. Si l'action militaire a un objectif stratégique plus large et fait partie d'un plan diplomatique cohérent, Barack Obama doit l'expliquer"*, estime le New York Times. L'appel sera-t-il entendu?

## Un article Le Grand Soir du 30 août 2013

### Témoignages syriens à Gouta : ce sont les rebelles fournis par l'Arabie Saoudite qui sont à l'origine de l'attaque chimique (Mint Press News). (31.08)

#### Les rebelles et les résidents locaux à Gouta accusent le prince saoudien Bandar bin Sultan d'avoir fourni les armes chimiques à un groupe rebelle lié à Al -Qaida .

Cet article est une collaboration entre Gavlak Dale pour Mint Press News et Yahya Ababneh .

Gouta, Syrie – Tandis que la machine de guerre américaine se met en place après l'attaque par armes chimiques la semaine dernière, les Etats-Unis et leurs alliés sont peut-être en train de se tromper de coupable.

C'est ce qui semble ressortir des entretiens avec des gens à Damas et Gouta, une banlieue de la capitale syrienne où, selon l'ONG humanitaire Médecins sans frontières, au moins 355 personnes ont trouvé la mort la semaine dernière par ce que l'organisation croit être un agent neurotoxique.

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ainsi que la Ligue arabe ont accusé le régime du président syrien Bachar al-Assad d'avoir mené une attaque avec des armes chimiques qui ont visé principalement des civils. Des navires de guerre américains sont stationnés dans la mer Méditerranée prêts à lancer des frappes militaires contre la Syrie en guise de punition pour cette attaque massive d'armes chimiques. Les États-Unis et d'autres ne sont pas intéressés à examiner toute élément de preuve contraire tandis que le secrétaire d'Etat américain John Kerry déclarait lundi que la culpabilité d'Assad était « *un jugement ... déjà clair aux yeux du monde.* »

Cependant, selon de nombreux entretiens avec des médecins, des résidents à Gouta, des combattants rebelles et leurs familles, le tableau est différent. Beaucoup croient que certains rebelles ont reçu des armes chimiques par l'intermédiaire du chef du renseignement saoudien, le prince Bandar bin Sultan, et sont responsables de l'attaque au gaz.

« *Mon fils est venu me voir il y a deux semaines pour me demander ce que je pensais des armes qu'on lui avait demandé de transporter* », déclare Abou Abdel-Moneim, le père d'un rebelle luttant pour déloger Assad, qui vit à Gouta.

Abdel-Moneim dit que son fils et 12 autres rebelles ont été tués à l'intérieur d'un tunnel utilisé pour stocker des armes fournies par un militant saoudien, connu sous le nom d'Abou Ayesha, qui dirigeait un bataillon de combat. Le père décrit les armes comme ayant une « *structure en forme de tube* » tandis que d'autres ressemblaient à « *d'énormes bouteilles de gaz* ».

Des habitants de Gouta disent que les rebelles utilisaient des mosquées et des maisons privées pour se réfugier tout en stockant leurs armes dans des tunnels.

Abdel-Moneim dit que son fils et les autres sont morts lors de l'attaque chimique. Le même jour, le groupe Jabhat al-Nusra, lié à Al-Qaïda, avait annoncé qu'il allait attaquer de la même manière des civils à Latakia, au coeur de la région acquise au régime Assad sur la côte ouest de la Syrie, apparemment en guise de représailles.

« *Ils ne nous ont pas dit ce qu'étaient ces armes ni comment les utiliser* », se plaint une combattante nommée « *K.* » « *Nous ne savions pas qu'il s'agissait d'armes chimiques. Nous n'avions jamais imaginé que c'était des armes chimiques* » .

« *Quand le prince saoudien Bandar donne de telles armes, il doit les donner à ceux qui savent comment les manipuler et les utiliser* », averti-t-elle. Elle, comme d'autres Syriens, ne veut pas utiliser son nom et prénom par crainte de représailles.

Un chef rebelle bien connu à Gouta nommé « *J* » acquiesce. « *Les militants de Jabhat al-Nusra ne coopèrent pas avec les autres rebelles, à l'exception de combats sur le terrain. Ils ne partagent pas*

*d'informations secrètes. Ils ont simplement utilisé des rebelles ordinaires pour transporter et utiliser ce matériel »*, dit-il.

*« Nous étions très curieux au sujet de ces armes. Et malheureusement, certains des combattants ont manipulé les armes de façon inappropriée et ont déclenché les explosions »*, déclare « J ».

Des médecins qui ont traité les victimes des attaques chimiques nous (les intervieweurs) ont mis en garde de faire attention à poser des questions quant à savoir qui, exactement, était responsable de l'agression mortelle.

Le groupe humanitaire Médecins sans frontières a ajouté que des soignants auprès des 3.600 patients ont également signalé des symptômes similaires, y compris l'écume à la bouche, des difficultés respiratoires, des convulsions et une vision floue. Le groupe n'a pas été en mesure de vérifier l'information.

Plus d'une douzaine de rebelles interrogés ont indiqué que leurs salaires proviennent du gouvernement saoudien.

#### Implication saoudienne

Dans un récent article de Business Insider, le journaliste Geoffrey Ingersoll a souligné le rôle du prince saoudien Bandar dans la guerre civile syrienne qui dure depuis deux ans et demi. De nombreux observateurs estiment que Bandar, avec ses liens étroits avec Washington, a été au cœur de la campagne pour la guerre par les Etats-Unis contre Assad.

Ingersoll a fait référence à un article dans le quotidien britannique The Daily Telegraph au sujet de négociations secrètes russo-saoudiennes alléguant que Bandar avait offert au président russe Vladimir Poutine du pétrole bon marché en échange de son abandon d'Assad.

*« Le prince Bandar s'est engagé à protéger la base navale de la Russie en Syrie si le régime d'Assad était renversé, mais il a également fait allusion à des attaques terroristes Tchétchènes pendant les Jeux olympiques d'hiver à Sotchi, en Russie, en cas d'absence d'accord, »* écrit Ingersoll .

*« Je peux vous donner une garantie pour protéger les Jeux olympiques d'hiver de l'année prochaine. Les groupes tchétchènes qui menacent la sécurité des jeux sont contrôlés par nous »*, aurait dit Bandar aux Russes.

*« De même que les autorités saoudiennes, les États-Unis auraient donné le feu vert au chef du renseignement saoudien pour mener ces négociations avec la Russie, ce qui n'est pas une surprise »* écrit Ingersoll.

*« Bandar a reçu son éducation aux États-Unis, à la fois militaire et universitaire, et a servi comme ambassadeur saoudien très influent aux États-Unis, et la CIA l'adore, »* ajoute-t-il.

Selon le journal britannique The Independent, c'est l'agence de renseignement du prince Bandar qui a lancé en premier les accusations d'utilisation de gaz sarin par le régime, à l'attention des alliés occidentaux, au mois de février.

Le Wall Street Journal a récemment rapporté que la CIA a réalisé que l'Arabie Saoudite était "sérieuse" quant au renversement d'Assad lorsque le roi saoudien a nommé le prince Bandar pour diriger l'opération.

*« Ils croyaient que le prince Bandar, un vétéran des intrigues diplomatiques de Washington et du monde arabe, pouvait offrir ce que la CIA ne pouvait pas : des tonnes d'argent et d'armes, et, comme l'a dit un diplomate américain, wasta, des pots-de-vin »* dit-il.

Selon le Wall Street Journal, Bandar a mis en marche l'objectif prioritaire de la politique étrangère de l'Arabie saoudite, à savoir le renversement d'Assad et ses alliés, l'Iran et le Hezbollah.

Dans ce but, Bandar a convaincu Washington de soutenir un programme pour armer et entraîner les rebelles sur une base militaire prévue en Jordanie.

Le journal rapporte qu'il a rencontré « *les Jordaniens mal à l'aise avec une telle base* » :

Ses rencontres à Amman avec le roi Abdallah de Jordanie duraient parfois huit heures d'affilée. « *Le roi plaisantait : 'Oh, Bandar vient à nouveau ? Prévoyons deux jours pour la réunion'* », a dit une personne proche de ces réunions.

La dépendance financière de la Jordanie auprès de l'Arabie saoudite a peut-être fourni aux Saoudiens un fort argument. Un centre d'opérations en Jordanie a commencé à fonctionner au cours de l'été 2012, comprenant une piste d'atterrissage et des entrepôts d'armes. Selon le WSJ, citant des responsables arabes, des AK-57 et munitions furent fournies par les Saoudiens.

Bien que l'Arabie Saoudite a officiellement affirmé qu'elle soutenait les rebelles plus modérés, le journal a rapporté que « *des fonds et des armes ont été discrètement acheminés à des groupes radicaux, simplement pour contrer l'influence des islamistes rivaux soutenus par le Qatar.* »

Mais les rebelles interviewés ont dit que le prince Bandar est appelée « *al- Habib* » ou « *l'amant* » par les militants d'al -Qaida combattant en Syrie.

Peter Osborne, dans un article du Daily Telegraph jeudi, a émis une mise en garde au sujet de la précipitation de Washington à punir le régime d'Assad par de soi-disant frappes "*limitées*" qui ne sont pas destinées à renverser le dirigeant syrien mais à diminuer sa capacité à utiliser des armes chimiques :

Considérez ceci : les seuls bénéficiaires de l'atrocité sont les rebelles, qui étaient en train de perdre la guerre, et qui ont maintenant la Grande-Bretagne et l'Amérique prêtes à intervenir à leurs côtés. Bien qu'il semble y avoir peu de doute que des armes chimiques ont été utilisées, il y a un doute sur qui les utilisées.

Il est important de se rappeler qu'Assad a déjà été accusé d'utiliser des gaz toxiques contre les civils. Mais à cette occasion, Carla del Ponte, commissaire de l'ONU sur la Syrie, a conclu que c'étaient les rebelles, et non Assad, qui étaient probablement responsables.

Dale Gavlak, Yahya Ababneh

<http://www.mintpressnews.com/witnesses-of-gas-attack-say-saudis-suppli...>

Certaines informations contenues dans cet article n'ont pu être vérifiées de manière indépendante. Mint Press News continuera de fournir de plus amples informations et des mises à jour.

Dale Gavlak est correspondant au Moyen-Orient pour Mint Press et a exercé à Amman, en Jordanie, pour Associated Press, NPR et la BBC. Expert dans les affaires du Moyen-Orient, Gavlak couvre la région du Levant, écrivant sur des sujets tels que la politique, les questions sociales et les tendances économiques. Dale est titulaire d'une maîtrise en études du Moyen-Orient de l'Université de Chicago.

Yahya Ababneh est un journaliste indépendant jordanien et travaille actuellement sur un diplôme de maîtrise en journalisme, il a couvert des événements en Jordanie, au Liban, en Arabie Saoudite, la Russie et la Libye. Ses articles ont été publiés par Amman Net, Saraya News, Gerasa News et ailleurs.

Traduction « *tiens, c'est vrai, encore fallait-il qu'un journaliste pense à faire son travail. Message perso à Hollande : y'a plus qu'à "punir" l'Arabie Saoudite, c'est juste à côté.* » par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.